

LE CERCLE DES ÉCONOMISTES PRÉSENTE

**22° RENCONTRES ÉCONOMIQUES  
D'AIX-EN-PROVENCE**

**PROGRAMME**



# RÉUSSIR LES TRANS- FORMATIONS DU MONDE

PROGRAMME AU 15 JUIN 2022  
PROGRAMME AS OF JUNE 15<sup>TH</sup> 2022

[lesrencontreseconomiques.fr](https://www.lesrencontreseconomiques.fr)



**#REaix2022**

# ÉDITO

Crise climatique, pandémie, guerre en Europe. Le monde a basculé et il nous faut le penser autrement. De nouvelles alliances sont nécessaires, une refonte de certains pans de nos économies se prépare, nos modes de vie vont évoluer, et les démocraties doivent défendre leur modèle. Face à la montée des risques et des incertitudes, nos sociétés sont angoissées, segmentées et instables. Trouver et mettre en place les réponses pertinentes et durables à ces grandes transformations est une obligation qui incombe à toutes et tous.

De grandes urgences, préexistantes à la pandémie, ont été exacerbées par les crises récentes et par le retour de la guerre en Europe : tensions géopolitiques majeures, possible récession mondiale, fractures sociales et questionnement sur notre rapport au travail et aux inégalités, remise en cause des modèles économiques et de consommation, montée des populismes, bouleversements climatiques... Nous atteignons un moment décisif, et nous ne pouvons ni contourner les obstacles, ni reculer devant ces urgences et ces dangers.

Pris en étau entre le souhait de retrouver le monde d'avant et la certitude que les changements s'imposent tout à la fois contre et avec nous, il nous faut remettre en question certains paradigmes jusque-là dominants. Pour affronter les nouveaux enjeux économiques, sociaux, politiques et géostratégiques, il nous faut reconstruire des fondations et déterminer les ambitions que nous voulons atteindre collectivement.

Dès lors, de nouvelles obligations s'imposent, pour tendre vers un avenir inclusif, pacifié et durable en réussissant :

- les transformations des modes de vie (consommation, pouvoir d'achat, sobriété, bien-être, inégalités),
- les transformations des modes de production (travail, formation, compétences, énergie, finance, innovation),
- les transformations des modes de gouvernance (démocratie, politiques publiques, contrat social),
- les transformations de la mondialisation (multilatéralisme, géostratégie, souverainetés, migrations).

Nous devons désormais aller plus loin dans les solutions à mettre en œuvre, en proposant des réponses collectives innovantes et globales à ces transformations et en développant des réflexions riches et des propositions audacieuses pour construire un avenir prospère. C'est dans ce contexte que se tiendront les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence les 8, 9 et 10 juillet 2022 autour du thème : « Réussir les transformations du monde ».

# EDITORIAL

Climate crisis, pandemic, war in Europe. The world has turned upside down and we need to think differently. New alliances are needed, certain parts of our economies are being overhauled, our lifestyles will change, and democracies must defend their model. Faced with rising risks and uncertainties, our societies are anxious, segmented and unstable. Finding and implementing relevant and sustainable responses to these major transformations is an obligation for all of us.

Major emergencies that existed before the pandemic have been exacerbated by recent crises and by the return of war in Europe: major geopolitical tensions, a possible global recession, social fractures and questions about our relationship with work and inequality, the questioning of economic and consumption models, the rise of populism, climate change, etc. We are reaching a decisive moment, and we can neither sidestep the obstacles nor back down in the face of these emergencies and dangers.

Caught between the desire to return to the world as it was and the certainty that changes are being imposed both against and with us, we must question certain paradigms that have been dominant until now. In order to face the new economic, social, political and geostrategic issues, we need to rebuild the foundations and determine the ambitions we want to achieve collectively.

New obligations are therefore imposed, in order to move towards an inclusive, peaceful and sustainable future by succeeding in :

- transformations in lifestyles (consumption, purchasing power, sobriety, well-being, inequalities),
- transformations in production modes (work, training, skills, energy, finance, innovation),
- transformations in governance (democracy, public policies, social contract),
- transformations in globalisation (multilateralism, geostrategy, sovereignty, migration).

We must now go further in the solutions to be implemented, by proposing innovative and global collective responses to these transformations and by developing rich reflections and bold proposals to build a prosperous future. It is in this context that the Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence will be held on 8, 9 and 10 July 2022 on the theme: "Successfully transforming the world".

# VENDREDI 8 JUILLET LES PROBLÉMATIQUES

9h00	<b>INTRODUCTION</b> (2)			
9h30	<b>MASTERCLASS 1: Le sport, facteur de la jeunesse d'une société</b> (2)			
10h30	<b>MASTERCLASS 2: Les espoirs et limites des technologies face aux enjeux environnementaux</b> (2)			
11h30	<b>PITCH DES LAURÉATS ET REMISE DU PRIX LA PAROLE AUX 18-28</b> (2)			
12h00				
13h30	<b>Introduction des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence</b> (1)			
13h55	<b>INAUGURALE</b> Que risque le monde ? (1)			
14h45	<b>S 1</b> (1) Ecouter la jeunesse	<b>S 2</b> (2) Travailler demain	<b>S 3</b> (3) Gérer l'inflation	<b>S 4</b> (4) L'Europe face au Monde
15h45	<b>S 5</b> (1) Repenser l'agriculture	<b>S 6</b> (2) Atteindre le plein-emploi	<b>S 7</b> (3) Rétablir une souveraineté industrielle	<b>S 8</b> (4) Le choc démographique bouleverse l'équilibre du monde
16h45	<b>S 9</b> (1) Des entreprises socialement responsables	<b>S 10</b> (2) Former, innover, entreprendre pour l'avenir	<b>S 11</b> (3) Populismes et pérennité démocratique	<b>S 12</b> (4) Mondialiser la santé
17h45	<b>S 13</b> (1) Eradiquer la pauvreté	<b>S 14</b> (2) Produire dans un monde de ressources rares	<b>S 15</b> (3) Médias & experts, renouer avec leur rôle démocratique	<b>S 16</b> (4) Assurer notre défense
18h45	<b>D 1</b> (1) Transition écologique : croissance ou décroissance ?			

# SAMEDI 9 JUILLET LES LEVIERS D'ACTION

7h30	<b>PETIT-DÉJEUNER</b> (3) (4) Les transformations vues par Melinda French Gates			
8h00	<b>D 2</b> (2) Trouver la trajectoire de la décarbonation		<b>D 3</b> (4) Rebondir sur les nouveaux engagements de la jeunesse	
8h50	<b>S 17</b> (1) Vivre mieux, vivre vieux	<b>S 18</b> (2) Les transformations par le progrès technologique	<b>S 19</b> (3) Territorialiser la gouvernance	<b>S 20</b> (4) Bâtir une souveraineté numérique européenne
9h50	<b>D 4</b> (2) Finance et souveraineté économique		<b>D 5</b> (4) Définir une trajectoire économique inclusive et durable	
10h50	<b>S 21</b> (1) Les territoires, acteurs de la pleine activité	<b>S 22</b> (2) La finance à impact, illusions et réalités	<b>S 23</b> (3) Redonner toute leur place aux corps intermédiaires	<b>S 24</b> (4) Réguler les GAFAMs
11h50	<b>D 6</b> (2) Gouverner avec la dette		<b>D 7</b> (4) Réconcilier économie et politique	
12h40				
14h30	<b>D 8</b> (1) Les biens communs au XXI <sup>e</sup> siècle			
15h30	<b>S 25</b> (1) Les entreprises, essentielles au bien-être des sociétés	<b>S 26</b> (2) Les nouveaux secteurs pour produire demain	<b>S 27</b> (3) Les banques centrales au cœur du verdissement de l'économie	<b>S 28</b> (4) L'innovation au service des sociétés
16h30	<b>D 9</b> (2) Les entreprises à mission, moteur d'un nouveau capitalisme		<b>D 10</b> (4) Afrique-Europe, une nouvelle dynamique	
17h20	<b>S 29</b> (1) Transformer nos cadres de vie	<b>S 30</b> (2) Emploi, les entreprises garantes de la formation	<b>S 31</b> (3) La fiscalité, enjeu démocratique	<b>S 32</b> (4) L'évolution des relations États-Unis-Chine
18h20	<b>D 11</b> (2) Rééquilibrer le mix énergétique		<b>D 12</b> (4) Se saisir des inégalités	

# DIMANCHE 10 JUILLET LES RÉPONSES AUX DÉFIS GLOBAUX

8h00	<b>SESSION SPÉCIALE</b> (1)			
9h00	<b>S 33</b> (1) S'approprier la Tech	<b>S 34</b> (2) Flécher l'épargne pour la croissance	<b>S 35</b> (3) Imaginer les services publics de l'avenir	<b>S 36</b> (4) Fixer 2030 comme horizon climatique
10h00	<b>S 37</b> (1) Répondre à l'urgence écologique	<b>S 38</b> (2) Décider avec les parties prenantes	<b>S 39</b> (3) Une Europe entreprenante	<b>S 40</b> (4) Prévenir de nouveaux chocs sanitaires
11h00	<b>S 41</b> (1) Gagner la bataille du softpower	<b>S 42</b> (2) Nourrir les populations	<b>S 43</b> (3) La jeunesse, acteur des progrès du monde	<b>S 44</b> (4) Rebâtir le multilatéralisme
12h00	<b>FINALE</b> (1) Réussir les transformations du monde			
13h00	<b>Déclaration des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence</b> (1)			
13h30				

## LES 4 AXES DE TRANSFORMATIONS

-  **LES MODES DE VIE**  
Consommation • Pouvoir d'achat • Sobriété • Bien-être • Inégalités
-  **LES MODES DE PRODUCTION**  
Travail • Formation • Compétences • Énergie • Finance • Innovation
-  **LES MODES DE GOUVERNANCE**  
Démocratie • Politiques publiques • Contrat social
-  **LA MONDIALISATION**  
Multilatéralisme • Géostratégie • Souverainetés • Migrations

<b>LES AMPHIS</b>	(1)	(2)	(3)	(4)
<b>LES FORMATS</b>	S : Session	D : Débat		

# FRIDAY 8<sup>TH</sup> JULY

## ISSUES

9:00 am	<b>INTRODUCTION</b> (2)			
9:30 am	<b>MASTERCLASS 1: Sport, as a factor in the youth of a society</b> (2)			
10:30 am	<b>MASTERCLASS 2: The hopes and limits of technologies in the face of environmental challenges: the exemple of plastic pollution</b> (2)			
11:30 am	<b>PITCH OF THE LAUREATES &amp; AWARD CEREMONY</b> (2)			
1:30 pm	Introduction of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence (1)			
1:55 pm	<b>OPENING</b> What is the world at risk of? (1)			
2:45 pm	<b>S 1</b> (1) Listening to the youth	<b>S 2</b> (2) Working tomorrow	<b>S 3</b> (3) Managing inflation	<b>S 4</b> (4) Europe facing the world
3:45 pm	<b>S 5</b> (1) Rethinking agriculture	<b>S 6</b> (2) Achieving full employment	<b>S 7</b> (3) Restoring industrial sovereignty	<b>S 8</b> (4) The demographic shock upsets the balance of the world
4:45 pm	<b>S 9</b> (1) Socially responsible companies	<b>S 10</b> (2) Training, innovating, indertaking for the future	<b>S 11</b> (3) Populisms and democratic sustainability	<b>S 12</b> (4) Globalising health
5:45 pm	<b>S 13</b> (1) Eradicating poverty	<b>S 14</b> (2) Producing in a world of scarce resources	<b>S 15</b> (3) Media & experts, reconnecting with their democratic role	<b>S 16</b> (4) Ensuring our defense
6:45 pm	<b>D 1</b> (1) Ecological transition: growth or degrowth?			
7:45 pm				

# SATURDAY 9<sup>TH</sup> JULY

## LEVERS FOR ACTION

7:30 am	<b>BREAKFAST</b> Transformations as seen by Melinda French Gates (3) (4)			
8:00 am	<b>D 2</b> (2) Finding a decarbonated path		<b>D 3</b> (4) Rebounding on new youth commitments	
8:50 am	<b>S 17</b> (1) Living better, living older	<b>S 18</b> (2) Transformations through technological progress	<b>S 19</b> (3) Territorialising governance	<b>S 20</b> (4) Building a European digital sovereignty
9:50 am	<b>D 4</b> (2) Finance and economic sovereignty		<b>D 5</b> (4) Defining an inclusive and sustainable economic path	
10:50 am	<b>S 21</b> (1) The territories, actors of full activity	<b>S 22</b> (2) Impact finance, illusions and realities	<b>S 23</b> (3) Reinstalling intermediary bodies in their rightful place back	<b>S 24</b> (4) Regulating GAFAMs
11:50 am	<b>D 6</b> (2) Governing with the debt		<b>D 7</b> (4) Reconciling economics and politics	
12:40 pm				
2:30 pm	<b>D 8</b> (1) Common goods in the 21 <sup>st</sup> century			
3:30 pm	<b>S 25</b> (1) Business, essential to the well-being of societies	<b>S 26</b> (2) New sectors to produce tomorrow	<b>S 27</b> (3) Central banks at the heart of the greening of the economy	<b>S 28</b> (4) Innovation at the service of societies
4:30 pm	<b>D 9</b> (2) Mission-driven companies, the engine of a new capitalism		<b>D 10</b> (4) Africa-Europe, a new dynamic	
5:20 pm	<b>S 29</b> (1) Transforming our living conditions	<b>S 30</b> (2) Employment, companies as guarantors of training	<b>S 31</b> (3) Taxation, a democratic issue	<b>S 32</b> (4) The evolution of the USA and China's relations
6:20 pm	<b>D 11</b> (2) Rebalancing the energy mix		<b>D 12</b> (4) Tackling inequalities	
7:10 pm				

# SUNDAY 10<sup>TH</sup> JULY

## RESPONSES TO GLOBAL CHALLENGES

8:00 am	<b>SESSION SPÉCIALE</b> (1)			
9:00 am	<b>S 33</b> (1) Taking ownership of technology	<b>S 34</b> (2) Earmarking savings for growth	<b>S 35</b> (3) Imagining the public services of the future	<b>S 36</b> (4) Setting 2030 as the climate target
10:00 am	<b>S 37</b> (1) Responding to the ecological emergency	<b>S 38</b> (2) Deciding with stakeholders	<b>S 39</b> (3) An enterprising Europe	<b>S 40</b> (4) Preventing new sanitary crises
11:00 am	<b>S 41</b> (1) Winning the soft power battle	<b>S 42</b> (2) Feeding people	<b>S 43</b> (3) Youth, actor of the world's progress	<b>S 44</b> (4) Rebuilding multilateralism
12:00 pm	<b>CLOSING</b> Successfully transforming the world (1)			
1:00 pm	Final Statement of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence (1)			
1:30 pm				

### THE 4 AXES OF TRANSFORMATION



#### LIFESTYLES

Consumption • Purchasing power • Sobriety • Well-being • Inequalities



#### PRODUCTION MODES

Jobs • Skills • Training • Energy • Finance • Innovation



#### GOVERNANCE

Democracy • Public policies • Social contract



#### GLOBALISATION

Multilateralism • Geostrategy • Sovereignty • Migrations

### THE HALLS

(1) (2) (3) (4)

### THE FORMATS

S: Session D: Debates



En partenariat avec



Le Cercle des économistes et France Culture présentent la 10<sup>e</sup> édition de « La Parole aux 18-28 ».

Ce dispositif, ouvert à tous les jeunes âgés de 18 à 28 ans, donne un espace d'expression unique à la jeunesse pour partager ses aspirations et préparer l'avenir.

Les 120 jeunes invités à nous rejoindre à Aix-en-Provence les 8, 9 et 10 juillet 2022 sont sélectionnés sur leur dossier. Pour remporter l'un des trois Prix « La Parole aux 18-28 » dotés chacun de 1000€, le Cercle des économistes et France Culture proposent aux jeunes sélectionnés la production d'un essai écrit au format libre autour du thème « **Et si vous transformiez le monde : quelles seraient vos priorités ?** ».

#### Un espace d'expression unique pour les jeunes

A travers le dispositif « La Parole aux 18-28 », le Cercle des économistes offre aux jeunes une tribune d'expression exceptionnelle pour partager leurs aspirations : publication des contributions dans un ouvrage dédié et dans des médias nationaux et régionaux, prise de parole sur scène aux Rencontres Économiques et dans la presse...

#### Un accès privilégié au premier forum économique d'Europe

Masterclass, rendez-vous privilégiés, soirées dédiées : « La Parole aux 18-28 », c'est une programmation spécifique pour les jeunes pour rencontrer des personnalités de premier plan, ainsi qu'un accès à l'ensemble des conférences du programme.

#### Un succès qui ne se dément pas depuis 10 ans

Depuis 10 ans, 4000 jeunes ont candidaté à « La Parole aux 18-28 ». Parmi eux, ils sont 1200 à avoir été sélectionnés pour participer aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence. Grâce à une ouverture toujours plus grande, La Parole mobilise des jeunes de tous horizons.

VENDREDI 8 JUILLET

9H00 - 12H00

AMPHI 2

### INTRODUCTION

**Jean-Hervé LORENZI**, Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

### MASTERCLASS I

#### Le sport, facteur de la jeunesse d'une société

INTERVENANT

**Amélie OUDÉA-CASTÉRA**, Ministre des sports, des Jeux olympiques et paralympiques

MODERATION

**Patrice GEOFFRON**, Le Cercle des économistes

### MASTERCLASS 2

#### Les espoirs et limites des technologies face aux enjeux environnementaux : l'exemple de la pollution plastique

INTERVENANT

**Simon BERNARD**, Plastic Odyssey

MODERATION

**Marjolaine GRONDIN**, Hello Jam

### CONCLUSION

#### Pitch des lauréats et remise des prix La Parole aux 18-28

FRIDAY JULY 8<sup>TH</sup>

9:00AM - 12:00AM

AMPHI 2

### INTRODUCTION

**Jean-Hervé LORENZI**, President of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

### MASTERCLASS I

#### Sport, as a factor in the youth of a society

SPEAKER

**Amélie OUDÉA-CASTÉRA**, Minister of Sports, Olympic and Paralympic Games

MODERATED BY

**Patrice GEOFFRON**, Le Cercle des économistes

### MASTERCLASS 2

#### The hopes and limits of technologies in the face of environmental challenges: the example of plastic pollution

SPEAKER

**Simon BERNARD**, Plastic Odyssey

MODERATED BY

**Marjolaine GRONDIN**, Hello Jam

### CONCLUSION

#### Pitch of the laureates and award ceremony of La Parole aux 18-28

Programme complet sur [lesrencontreseconomiques.fr](https://lesrencontreseconomiques.fr)

Full programme on [lesrencontreseconomiques.fr/en](https://lesrencontreseconomiques.fr/en)

## Introduction

## Ouverture des Rencontres Économiques

## AMPHI 1

Nous avons vécu collectivement des traumatismes et de profondes remises en question face à la crise de la Covid-19. Dans un monde marqué par d'importantes mutations, face à la montée des doutes, des risques et des incertitudes, nos sociétés sont fracturées, segmentées, instables. Réussir les transformations du monde est désormais une obligation qui incombe à toutes et tous.

De grandes urgences, bien que préexistantes à la pandémie, ont été exacerbées par les récentes crises : tensions sociales et questionnement sur notre rapport au travail, bouleversements climatiques, inégalités d'accès aux soins, remises en cause des modèles économiques et de consommation, montée des populismes, montée de nouvelles tensions géopolitiques... Nous atteignons un moment décisif, confrontés presque à un ultimatum, et nous ne pouvons plus ni contourner ni reculer devant ces urgences.

Pris en étau entre le souhait de retrouver le monde d'avant et la certitude que les changements s'imposent tout à la fois contre et avec nous, il nous faut remettre en question certains paradigmes jusque-là dominants. Pour affronter le nouvel état du monde, il nous faut revoir nos priorités, reconstruire des fondations et déterminer les ambitions que nous voulons atteindre collectivement, pour redonner du sens à nos actions et à nos comportements.

Dès lors, de nouvelles obligations s'imposent, pour tendre vers un avenir inclusif, pacifié et durable en réussissant : les transformations des modes de vie, les transformations des modes de production, les transformations des modes de gouvernances et les transformations de la mondialisation.

## INTERVENANTS

**Jean-Hervé LORENZI**, Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

## Introduction

## Introduction of Les Rencontres Économiques

## AMPHI 1

We have collectively experienced trauma and deep questioning in the face of the Covid-19 crisis. In a world marked by major changes, faced with the rise of doubts, risks and uncertainties, our societies are fractured, segmented and unstable. Making a success of the world's transformations is now an obligation for all of us.

Major emergencies, although they existed before the pandemic, have been exacerbated by the recent crises: social tensions and questions about our relationship with work, climate upheavals, inequalities in access to healthcare, challenges to economic and consumption models, the rise of populism, and the rise of new geopolitical tensions... We are reaching a decisive moment, faced with an ultimatum, and we can no longer avoid or back down in the face of these emergencies.

Caught between the desire to return to the world as it was and the certainty that changes are being imposed both against us and with us, we have to question certain paradigms that have been dominant until now. In order to face the new state of the world, we need to review our priorities, rebuild our foundations and determine the ambitions we want to achieve collectively, in order to give meaning to our actions and behaviour.

New obligations are therefore imposed, in order to move towards an inclusive, peaceful and sustainable future by succeeding in: transforming lifestyles, transforming modes of production, transforming modes of governance and transforming globalisation.

## SPEAKERS

**Jean-Hervé LORENZI**, President of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

## SESSION INAUGURALE

## Que risque le monde ?

## AMPHI 1

Covid-19, récession mondiale, guerre en Ukraine, le monde a connu depuis deux ans des bouleversements majeurs. Alors que nos sociétés montraient une certaine capacité à maîtriser les risques, ces profonds séismes ont remis en cause à la fois notre approche du risque, les résultats des efforts consentis et la pertinence de politiques menées jusqu'ici.

Les bouleversements entraînés par la guerre seront profonds sur notre sécurité énergétique, numérique, alimentaire, et militaire. Les déplacements de population potentiellement plus importants que vu depuis longtemps.

Après les trente glorieuses, la fin de la mondialisation heureuse est-elle avérée ou une figure de langage ? Quelle forme peut-elle prendre ? Quelles politiques publiques pour reconstruire et redonner confiance à tous les citoyens ?

## INTERVENANTS

**Laurent BERGER**, CFDT  
**Christine LAGARDE**, Banque Centrale Européenne  
**Gayle SMITH**, ONE

## COORDINATION

**Laurence BOONE**, Le Cercle des économistes

## OPENING SESSION

## What is the world at risk of?

## AMPHI 1

Covid-19, global recession, war in Ukraine, the world has experienced major upheavals in the last two years. While our societies showed a certain ability to control risks, these profound upheavals have questioned our approach to risk, the results of the efforts made and the relevance of the policies pursued until now.

The upheavals caused by the war will have a profound effect on our energy, digital, food and military security. The potential displacement of people will be greater than we have seen in a long time.

After the thirty glorious years, is the end of happy globalisation a fact or a figure of speech? What form might it take? Which public policies are needed to rebuild and restore the confidence of all citizens?

## SPEAKERS

**Laurent BERGER**, CFDT  
**Christine LAGARDE**, European Central Bank  
**Gayle SMITH**, ONE

## COORDINATED BY

**Laurence BOONE**, Le Cercle des économistes



**SESSION 1**

**Ecouter la jeunesse**

**AMPHI 1**

La réponse aux incertitudes et aux menaces qui pèsent sur l'avenir de notre monde passe avant tout par la jeunesse. Mais les jeunes constituent une population hétérogène, en termes de niveau de diplôme, des chances qui s'offrent à eux, des territoires où ils vivent, etc. Certaines aspirations semblent partagées : aspiration à une vie meilleure, à un monde moins anxiogène, du point de vue de l'environnement comme de la paix. Comment mieux les prendre en compte ?

Certains jeunes ont été laissés au bord du chemin. Et ils sont plus nombreux qu'il y paraît, car leur situation leur confère une forme d'invisibilité. En 2019, l'INSEE évaluait à 12,9 % la proportion des jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (les « NEETs »). Comment la comprendre et comment resocialiser ces NEETs ?

La pandémie a enfin vu se développer une tension entre solidarités et conflits intergénérationnels. Il faut limiter la fracture entre les générations, qui peut se nourrir des coûts de la prise en charge du grand âge, sans éluder la question des fractures intragénérationnelles liées aux inégalités des chances et des parcours. Comment les politiques publiques et les entreprises permettront-elles de dépasser ces tensions ?

**INTERVENANTS**

- Adrien COURET**, Aema Groupe
- Marie DESBUQUOIS**, La Parole aux 18-28
- Pascal IMBERT**, Wavestone
- Enrico LETTA**, Parti Démocrate, Italie
- Wajdi MOUAWAD**, Théâtre La Colline
- Sobel Aziz NGOM**, Consortium Jeunesse Sénégal

**COORDINATION**

**Françoise BENHAMOU**, Le Cercle des économistes

**SESSION 2**

**Travailler demain**

**AMPHI 2**

Les mutations du travail se sont trouvées au cœur des enjeux de la crise de la Covid-19 : télétravail, travailleurs de la « première ligne » et de la « deuxième ligne », « résignation » ou retrait du marché du travail. Le tout a accompagné une deuxième vague de transformations des emplois liée au numérique, déjà à l'œuvre avant la pandémie : la polarisation du marché du travail, le développement du travail indépendant, l'« ubérisation » des travailleurs des plateformes. Ces évolutions soulèvent de nombreuses problématiques afin de mieux cerner ce nouveau monde du travail. Il s'agit d'en voir les menaces pour les anticiper et les accompagner mais également les opportunités pour savoir les saisir. Quel impact sur la productivité auront ces nouvelles formes de travail ? Quelles compétences développer pour les anticiper ? Comment le télétravail peut-il accompagner la décentralisation des modes de production ? Comment les nouvelles générations remodelent le marché du travail ?

**INTERVENANTS**

- David DEREZ**, Covea
- Alexandre FRETTI**, Malt
- Sergei GURIEV**, Sciences Po Paris
- François HOMMERIL**, CFE-CGC
- Pascal HOUILLON**, Cegid Group

**COORDINATION**

**Maya BACACHE-BEAUVALLET**, Invitée par Le Cercle des économistes

**MODÉRATION**

**Anne-Laure JUMET**, France Culture

**SESSION 3**

**Gérer l'inflation**

**AMPHI 3**

Le retour de l'inflation dans les pays avancés a surpris. On a d'abord voulu y voir un phénomène temporaire pour éviter de prendre des décisions susceptibles de freiner le rebond de l'activité. Mais on ne peut plus désormais laisser se poursuivre une dérive qui risque de s'amplifier et d'affecter durablement le fonctionnement des économies. Pour cela il faut d'abord s'interroger sur les mécanismes qui sont à l'origine de cette instabilité et sont à même de l'entretenir. Ils diffèrent d'un pays à l'autre, mais globalement on considère que les perturbations de l'offre (blocages des chaînes d'approvisionnement, pertes de compétences, prix des matières premières...) ont eu un rôle majeur, souvent aggravé par des stimulations excessives de la demande.

Reste alors à savoir quelles politiques sont les plus aptes à répondre à ces déséquilibres. Dans les dernières décennies c'est aux politiques monétaires que l'on avait confié la mission d'assurer la stabilité des prix. Sont-elles elles efficaces pour gérer les chocs d'offre présents et à venir ? Ou peut-on croire à la possibilité de coordinations vertueuses entre les politiques budgétaires amortissant ces chocs et les politiques monétaires en limitant le coût pour les finances publiques ?

**INTERVENANTS**

- Jean BEUNARDEAU**, HSBC Continental Europe
- Paul HERMELIN**, Capgemini
- Justin Yifu LIN**, Université de Pékin
- Luiz PEREIRA DA SILVA**, Banque des Règlements Internationaux
- Jean-Claude TRICHET**, Ancien président de la Banque Centrale Européenne

**COORDINATION**

**Jean-Paul POLLIN**, Le Cercle des économistes

**MODÉRATION**

**Béatrice MATHIEU**, L'Express

**SESSION 4**

**L'Europe face au monde**

**AMPHI 4**

Changement climatique, menace terroriste, crise migratoire, pandémie, guerre en Ukraine : les bouleversements du monde sont-ils en train de changer le destin de l'Europe ? Le paradoxe d'une force économique mondiale dépourvue des attributs de la puissance a-t-il vécu ? Si les crises ont toujours été des moteurs pour faire avancer la construction européenne, les bouleversements actuels du monde questionnent la nature même du projet européen, jusque dans sa dimension existentielle. Ils interpellent autant sur le champ des valeurs que sur la défense de nos intérêts vitaux et la mise en place de politiques européennes souveraines en réponse aux dangers du monde. Les Européens partagent-ils une vision commune de leur rapport au monde et sont-ils prêts à lever les tabous qui privent leur union de leadership ? A quelles conditions et comment l'Europe peut-elle s'affirmer comme un pôle de paix, de stabilité et de prospérité dans un monde profondément et durablement déséquilibré et plus que jamais imprévisible ?

**INTERVENANTS**

- Valérie BAUDSON**, Amundi
- Jean-Louis GIRODOLLE**, Lazard
- Aranca GONZALEZ LAYA**, Ancienne Ministre des Affaires étrangères, Espagne & Sciences Po
- Hans-Dieter LUCAS**, Ambassadeur d'Allemagne en France
- Guillaume KLOSSA**, Europanova
- Tytti TUPPURAINEN**, Ministre des Affaires européennes et des Réformes, Finlande

**COORDINATION**

**François-Xavier PRIOLLAUD**, Invité par Le Cercle des économistes / Forum mondial Normandie pour la Paix



## SESSION 1

## Listening to the youth

## AMPHI 1

The response to the uncertainties and threats to the future of our world depends above all on young people. But young people are a heterogeneous population, in terms of their level of education, the opportunities available to them, the areas in which they live, etc. Certain aspirations seem to be shared: aspiration to a better life, to a less anxiety-provoking world, from the point of view of the environment and peace. How can they be better taken into account?

Some young people have been left by the wayside. And there are more of them than it seems, because their situation makes them invisible. In 2019, INSEE estimated that 12.9% of young people aged 15 to 29 are neither in employment, nor in education or training (NEETs). How can this be understood and how can these NEETs be resocialised?

Finally, the pandemic has seen the development of a tension between solidarity and intergenerational conflicts. We need to limit the fracture between generations, which can be fuelled by the costs of caring for the elderly, without sidestepping the question of intra-generational fractures linked to inequalities of opportunity and pathways. How can public policies and companies overcome these tensions?

## SPEAKERS

**Adrien COURET**, Aema Groupe  
**Marie DESBUQUOIS**, La Parole aux 18-28  
**Pascal IMBERT**, Wavestone  
**Enrico LETTA**, Democratic Party, Italy  
**Wajdi MOUAWAD**, Théâtre La Colline  
**Sobel Aziz NGOM**, Consortium Jeunesse Sénégal

## COORDINATED BY

**Françoise BENHAMOU**, Le Cercle des économistes

## SESSION 2

## Working tomorrow

## AMPHI 2

Changes in work have been at the heart of the issues of the Covid-19 crisis: telecommuting, "frontline" and "backline" workers, "resignation" or withdrawal from the labor market. All of this has accompanied a second wave of digital-related job transformations, already at work before the pandemic: the polarization of the labor market, the development of self-employment, the "uberization" of platform workers.

These developments raise many issues in order to better understand this new world of work. We need to see the threats in order to anticipate and support them, but also the opportunities in order to seize them. What impact will these new forms of work have on productivity? What skills should be developed to anticipate them? How can telework accompany the decentralization of production modes? How are the new generations reshaping the labor market?

## SPEAKERS

**David DEREZ**, Covea  
**Alexandre FRETTI**, Malt  
**Sergei GURIEV**, Sciences Po Paris  
**François HOMMERIL**, CFE-CGC  
**Pascal HOUILLON**, Cegid Group

## COORDINATED BY

**Maya BACACHE-BEAUVALLET**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Anne-Laure JUMET**, France Culture

## SESSION 3

## Managing inflation

## AMPHI 3

The return of inflation in the advanced countries came as a surprise. At first, it was seen as a temporary phenomenon to avoid taking decisions that might slow down the rebound in activity. But we can no longer allow a drift that risks becoming more pronounced and affecting the functioning of economies in the long term.

To do this, we must first examine the mechanisms that are at the origin of this instability and are capable of maintaining it. They undoubtedly differ from one country to another, but overall it is considered that supply-side disturbances (blockages in supply chains, loss of skills in certain activities, raw material prices, etc.) have played a major role, often aggravated by excessive stimulation of demand.

The question is which policies are best suited to address these imbalances. In recent decades, monetary policies have been entrusted with the task of ensuring price stability. But are they effective in managing present and future supply shocks? Or can we believe in the possibility of virtuous co-ordination between fiscal policies that cushion these shocks and monetary policies that limit the cost to public finances?

## SPEAKERS

**Jean BEUNARDEAU**, HSBC Continental Europe  
**Paul HERMELIN**, Capgemini  
**Justin Yifu LIN**, Peking University  
**Luiz PEREIRA DA SILVA**, Bank for International Settlements  
**Jean-Claude TRICHET**, Former president of European Central Bank

## COORDINATED BY

**Jean-Paul POLLIN**, Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Béatrice MATHIEU**, L'Express

## SESSION 4

## Europe facing the world

## AMPHI 4

Climate change, the terrorist threat, the migratory crisis, pandemics, the war in Ukraine: are the upheavals in the world changing Europe's destiny? Has the paradox of a global economic force without the attributes of power come to an end? If crises have always been the driving force behind European integration, the current upheavals in the world are questioning the very nature of the European project, even in its existential dimension. They call into question both the field of values and the defence of our vital interests and the implementation of sovereign European policies in response to the dangers of the world. Do Europeans share a common vision of their relationship with the world and are they ready to lift the taboos that deprive their union of leadership? Under what conditions and how can Europe assert itself as a pole of peace, stability and prosperity in a world that is profoundly and permanently unbalanced and more unpredictable than ever?

## SPEAKERS

**Valérie BAUDSON**, Amundi  
**Jean-Louis GIRODOLLE**, Lazard  
**Arancha GONZALEZ LAYA**, Former Minister of Foreign Affairs, Spain & Sciences Po Paris  
**Guillaume KLOSSA**, Europeanova  
**Hans-Dieter LUCAS**, German Ambassador to France  
**Tytti TUPPURAINEN**, Minister of European Affairs and Ownership Steering, Finland

## COORDINATED BY

**François-Xavier PRIOLLAUD**, Invited by Le Cercle des économistes / Normandy World Peace Forum

**SESSION 5**

**Repenser l'agriculture**

**AMPHI 1**

Les crises qui se succèdent, sanitaires et climatiques et le retour de la guerre en Europe augmentent l'insécurité alimentaire et questionnent notre capacité à répondre aux besoins alimentaires des populations. Cet environnement devenu plus incertain a également connu des changements majeurs : innovation technologique dans le numérique et la mise au point de variétés résistant au stress hydrique et aux maladies, intensification des échanges internationaux de produits alimentaires, importance de grands groupes multinationaux. Les politiques agricoles mises en place aux niveaux national et régional, et la coopération internationale ne semblent pas arriver à trouver des solutions qui sustentent la demande tout en convenant aux producteurs et aux contraintes intermédiaires – marché, logistique, conservation. Comment pouvons-nous repenser l'agriculture, du producteur au consommateur, afin d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale et de répondre aux attentes individuelles ? Une nouvelle agriculture est-elle impérative, ou suffit-il de l'adapter ?

**INTERVENANTS**

**Thierry BLANDINIÈRES**, InVivo  
**Jennifer CLAPP**, Université de Waterloo  
**Mohamed MANSSOURI**, Centre d'investissement, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
**Arnaud ROUSSEAU**, Avril

**COORDINATION**

**Akiko SUWA-EISENMANN**, Le Cercle des économistes

**SESSION 6**

**Atteindre le plein-emploi**

**AMPHI 2**

Le chômage baisse et nous fait rêver du plein emploi, alors que la progression de l'inflation contraint la marge de manœuvre d'éventuelles politiques expansionnistes. Le marché du travail est en pleine transformation. D'un côté, les objectifs du développement durable valorisent la production locale ainsi que les entreprises écologistes. De l'autre côté, la pandémie du Covid-19 a ralenti les échanges internationaux et boosté le télétravail, lui donnant une nouvelle ampleur. On estime qu'environ 30% des emplois futurs seront effectués, au moins en partie, au domicile des travailleurs, ce qui va révolutionner l'organisation du travail ainsi que l'équilibre travail-vie privée, mais risque d'augmenter les inégalités, puisque certains n'y auront pas accès. A l'aube de tous ces changements, peut-on attendre la cible du plein emploi et comment le mesurer ? Quelles leçons peut-on tirer de la réforme de 35 heures ou bien encore des mesures de baisse de charges ? Quelles stratégies implémenter ?

**INTERVENANTS**

**Tarak CHERIF**, CONECT  
**Jean-François COPÉ**, Maire de Meaux  
**Inigo FERNÁNDEZ DE MESA**, Instituto de Estudios Economicos  
**Alain ROUMILHAC**, ManpowerGroup France  
**Najat VALLAUD-BELKACEM**, ONE France

**COORDINATION**

**Elena STANCANELLI**, Invitée par le Cercle des économistes

**MODÉRATION**

**Isabelle GOUNIN-LEVY**, LCI

**SESSION 7**

**Rétablir une souveraineté industrielle**

**AMPHI 3**

La pandémie de Covid-19 a révélé l'ampleur de l'érosion de la souveraineté industrielle en France et en Europe. Dès le début de la crise, les fermetures d'usines et les mesures sanitaires instaurées partout dans le monde ont entraîné à la fois des problèmes d'approvisionnement et de débouchés. La mondialisation a été largement remise en question face à un virus dont elle a accéléré la diffusion, provoquant une prise de conscience des vulnérabilités en matière d'industrialisation, notamment en raison de la fragmentation, la concentration des chaînes de valeur et la dépendance étrangère sur les biens stratégiques. Or, une grande partie des Etats occidentaux est entrée dans un cycle de désindustrialisation depuis les années 1970, et l'Europe fait face depuis plusieurs années à un décrochage industriel face aux géants américains et chinois. Dans un monde de plus en plus régi par les rapports de forces économiques, et dans un souci d'indépendance, la question du rétablissement d'une souveraineté industrielle est cruciale. Quel doit être le rôle des Etats dans la planification de la réindustrialisation ? S'agit-il de relocaliser l'industrie ou de diversifier les sources d'approvisionnement ?

**INTERVENANTS**

**Cyril GARCIA**, Capgemini Invent  
**Barry LYNN**, Open Markets Institute  
**Patrice MOROT**, PwC France et Maghreb  
**Tidjane THIAM**, Freedom Acquisition Corporation et Envoyé spécial de l'Union africaine  
**Yongding YU**, Académie chinoise pour les sciences sociales

**COORDINATION**

**Mary-Françoise RENARD**, Invitée par le Cercle des économistes

**SESSION 8**

**Le choc démographique bouleverse l'équilibre du monde**

**AMPHI 4**

En quelques années, la démographie va redessiner la carte mondiale du travail. Pour 100 personnes d'âge actif (18 à 64 ans) aujourd'hui dans le monde, il y en a 62 qui vivent en Asie, 15 en Europe ou en Amérique du Nord et 14 en Afrique. Selon les projections de l'Organisation des Nations Unies, d'ici la fin du siècle, elles seront 42 en Asie, 10 en Europe ou Amérique du Nord, et 42 en Afrique. Cette session s'intéressera tout d'abord aux ressorts démographiques de cette projection, et aux évolutions qui pourraient l'infléchir telles que la relance de la natalité en Chine ou l'accroissement des flux migratoires en provenance d'Afrique. Elle discutera également des conséquences économiques d'un tel bouleversement, pour les entreprises et pour les populations. L'Afrique va-t-elle profiter d'un « dividende démographique » et s'insérer durablement dans le concert économique des nations ? L'Europe saura-t-elle s'adapter au défi du vieillissement ? Enfin, la gouvernance économique mondiale tiendra-t-elle compte du fait démographique ?

**INTERVENANTS**

**Paolo ARTINI**, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés  
**Fang CAI**, Chinese Academy of Social Science  
**Hervé LE BRAS**, Institut National d'études démographiques  
**Pandu SJARRIR**, Associé, Indies Capital Partners  
**Martine VASSAL**, Présidente, Métropole Aix-Marseille-Provence

**COORDINATION**

**Hippolyte d'ALBIS**, Le Cercle des économistes

## SESSION 5

## Rethinking agriculture

## AMPHI 1

The successive health and climatic crises and the return of war to Europe are increasing food insecurity and questioning our ability to meet the food needs of populations. This environment, which has become more uncertain, has also undergone major changes: technological innovation in digital technology and the development of varieties that are resistant to water stress and disease, intensification of international trade in food products, and the importance of large multinational groups. Agricultural policies implemented at the national and regional levels, and international cooperation, do not seem to be able to find solutions that meet demand while accommodating producers and intermediate constraints - market, logistics, conservation. How can we rethink agriculture, from producer to consumer, to improve global food security and meet individual expectations? Is a new agriculture imperative, or is it enough to adapt?

## SPEAKERS

**Thierry BLANDINIERES**, InVivo  
**Jennifer CLAPP**, University of Waterloo  
**Mohamed MANSSOURI**, Investment Center, Food and Agriculture Organization of the United Nations  
**Arnaud ROUSSEAU**, Avril

## COORDINATED BY

**Akiko SUWA-EISENMANN**, Le Cercle des économistes

## SESSION 6

## Achieving full employment

## AMPHI 2

Unemployment is falling and making us dream of full employment, while rising inflation is limiting the room for manoeuvre for expansionary policies. The labor market is undergoing a transformation. On the one hand, the objectives of sustainable development value local production and environmentally friendly companies. On the other hand, the Covid-19 pandemic has slowed down international trade and boosted telecommuting, giving it a new scope. It is estimated that about 30% of future jobs will be done, at least in part, at home, which will revolutionize the organization of work as well as the work-life balance, but risks increasing inequalities, since some will not have access to it. At the dawn of all these changes, can we expect the target of full employment and how can we measure it? What lessons can be learned from the 35-hour workweek reform or from the measures to reduce social charges? What strategies should be implemented?

## SPEAKERS

**Tarak CHERIF**, CONECT  
**Jean-François COPÉ**, Mayor of Meaux  
**Inigo FERNÁNDEZ DE MESA**, Instituto de Estudios Económicos  
**Alain ROUMILHAC**, ManpowerGroup France  
**Najat VALLAUD-BELKACEM**, ONE France

## COORDINATED BY

**Elena STANCANELLI**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Isabelle GOUNIN-LEVY**, LCI

## SESSION 7

## Restoring industrial sovereignty

## AMPHI 3

The Covid-19 pandemic revealed the extent of the erosion of industrial sovereignty in France and Europe. From the start of the crisis, factory closures and sanitary measures introduced throughout the world led to both supply and market problems. Globalisation has been widely questioned in the face of a virus whose spread it has accelerated, leading to an awareness of vulnerabilities in industrialisation, notably due to fragmentation, concentration of value chains and foreign dependence on strategic goods. However, a large part of the Western states has entered a cycle of de-industrialisation since the 1970s, and Europe has been facing an industrial decline for several years in the face of the American and Chinese giants. In a world increasingly governed by economic power struggles, and in the interests of independence, the question of restoring industrial sovereignty is crucial. What should be the role of states in planning reindustrialisation? Is it a question of relocating industry or diversifying sources of supply?

## SPEAKERS

**Cyril GARCIA**, Capgemini Invent  
**Barry LYNN**, Open Markets Institute  
**Patrice MOROT**, PwC France et Maghreb  
**Tidjane THIAM**, Freedom Acquisition Corporation and African Union Special Envoy  
**Yongding YU**, Chinese Academy for Social Sciences

## COORDINATED BY

**Mary-Françoise RENARD**, Invited by Le Cercle des économistes

## SESSION 8

## The demographic shock upsets the balance of the world

## AMPHI 4

In a few years, demographics will redraw the global labour map. For every 100 people of working age (18-64) in the world today, there are 62 living in Asia, 15 in Europe or North America and 14 in Africa. According to United Nations projections, by the end of the century there will be 42 in Asia, 10 in Europe or North America, and 42 in Africa. This session will first focus on the demographic drivers of this projection, and the developments that could influence it, such as the revival of the birth rate in China or the increase in migratory flows from Africa. It will also discuss the economic consequences of such an upheaval, for companies and for populations. Will Africa benefit from a "demographic dividend" and become a sustainable part of the economic concert of nations? Will Europe be able to adapt to the challenge of ageing? Finally, will global economic governance take account of the demographic fact?

## SPEAKERS

**Paolo ARTINI**, United Nations High Commissioner for Refugees  
**Fang CAI**, Chinese Academy of Social Science  
**Hervé LE BRAS**, National Institute for Demographic Studies  
**Pandu SJAHIRI**, Managing Partner, Indies Capital Partners  
**Martine VASSAL**, President, Aix-Marseille-Provence Métropole

## COORDINATED BY

**Hippolyte d'ALBIS**, Le Cercle des économistes

**SESSION 9**

**Des entreprises socialement responsables**

**AMPHI 1**

Il est loin le temps (1970) où Milton Friedman pouvait affirmer que « la seule responsabilité sociale des entreprises est de faire des profits ». Aujourd'hui, le concept de RSE s'impose comme une réponse essentielle aux problèmes que les transformations du monde génèrent. Au-delà du premier cercle de la RSE, les relations avec les parties prenantes, cette responsabilité sociétale et environnementale s'étend aux territoires et à l'ensemble de la communauté. Si les intentions exprimées sont désormais fortes, si le socle scientifique de la RSE est bien établi, l'heure est maintenant à l'action, une action qui doit être à la hauteur des besoins. La rapidité de la dégradation climatique, la pandémie, également la guerre en Ukraine, montrent l'urgence de la montée en puissance de la RSE.

Enfin, le coût des externalités négatives produites par les entreprises est de mieux en mieux quantifié, de ce soit vis-à-vis du bien-être des employés, de la santé, du climat ou de la biodiversité. Faut-il faire payer ce coût directement aux entreprises ? Ou vaut-il mieux récompenser les entreprises vertueuses, miser sur les effets d'encouragement, la réputation, créer des labels ? Quel devrait être le rôle de l'Etat ?

**INTERVENANTS**

**Martin COITEUX**, Caisse de dépôt et placement du Québec  
**Marlène DOLVECK**, SNCF Gares & Connexions  
**Olivier LENEL**, Mazars en France  
**Thierry MARTEL**, Groupama  
**Enrique MARTINEZ**, Fnac-Darty  
**Virginie MORGON**, Eurazeo

**COORDINATION**

**Pierre DOCKÈS**, Le Cercle des économistes

**SESSION 10**

**Former, innover, entreprendre pour l'avenir**

**AMPHI 2**

La crise du COVID l'a rappelé à de nombreuses nations, dont la France : certains pays de premier plan sont à la traîne du point de vue de la technologie et de la science. Ces nations sont à la croisée des chemins : jouer un rôle de passager clandestin de la course mondiale à la domination technologique, ou retrouver la place à laquelle nous pouvons prétendre dans la compétition internationale. Être à la frontière technologique est une question de souveraineté nationale. Mais c'est aussi une aspiration de la nation.

Que faire ? Une erreur consisterait à focaliser nos efforts sur la subvention de la recherche et de l'innovation privée. Si ces approches fonctionnaient, la France aurait fini par rattraper son retard. Une piste est de repenser en profondeur notre politique industrielle, en faisant des universités autonomes le cœur de l'innovation publique et privée.

Le modèle américain montre ici une voie possible : c'est sur ses campus que la recherche fondamentale rencontre la logique industrielle et commerciale. Mais pour cela, l'Etat doit faire de l'innovation une priorité nationale, mieux financer l'excellence universitaire, et donner aux universités les moyens et les incitations de collaborer sur un pied d'égalité avec le secteur privé.

**INTERVENANTS**

**Neila BENZINA**, Wimbee / TACT (Tunisian Association for Communication & Technology)  
**Thibault LANXADE**, Luminess  
**Navi RADJOU**, Auteur  
**Dominique RESTINO**, CCIP  
**Arnaud VAISSIÉ**, International SOS  
**Alexandre VIROS**, The Adecco Group

**COORDINATION**

**David THESMAR**, Le Cercle des économistes

**SESSION 11**

**Populismes et pérennité démocratique**

**AMPHI 3**

Le populisme n'a cessé de traverser l'histoire contemporaine depuis les années 1930 sous des formes profondément renouvelées. Pourtant, ce n'est ni une doctrine politique, ni une théorie économique, ni même une idéologie. C'est avant tout une rhétorique qui instrumentalise le ressentiment et le mal-être des populations face à la montée des inégalités et des injustices, et, plus encore, une posture politique de nature à remporter les élections. Mais quand la stratégie électorale s'avère payante, le populisme prend la forme d'une expérience, dans le domaine de la politique économique et dans l'exercice du pouvoir. Or, les expériences populistes, dans la plupart des cas, sont des échecs économiques qui s'étendent aux institutions politiques, aux dérives autoritaires, voire totalitaires, et à la dégradation de la démocratie.

Quels sont alors les divers types de populismes économiques et politiques ? Comment expliquer leur émergence ? Quels sont les invariants et les conséquences des politiques économiques populistes ? Peut-on distinguer les bonnes et les mauvaises politiques populistes, selon qu'elles se limitent à la correction des inégalités ou qu'elles mettent en cause la démocratie ? Et c'est quoi le populisme pour la jeunesse ?

**INTERVENANTS**

**Hakim BEN HAMMOUDA**, ECON4Tunisia  
**Roberto GUALTIERI**, Maire de Rome  
**Diana MENHEM**, Kulluna Irada  
**Oya ÖZARSLAN**, Transparency International Turkey

**COORDINATION**

**André CARTAPANIS**, Le Cercle des économistes

**SESSION 12**

**Mondialiser la santé**

**AMPHI 4**

La santé est un élément fondamental pour le bien-être des individus. A l'échelle des pays, la qualité de la santé publique est un facteur important de cohésion sociale. Mais comme l'a montré la pandémie du Covid-19, la santé peut être une source d'accroissement des clivages entre les pays. Cette session aura pour objectif d'apporter un éclairage sur les questions qui suivent : pourquoi les tentatives de coopération internationale dans le contexte du Covid-19 (plateforme ACT-A, dispositif COVAX) n'ont pas réussi à équilibrer la couverture vaccinale mondiale ? Quelles leçons tirer ?

La santé doit-elle être considérée comme un bien commun mondial ? La pandémie ayant mis en lumière notre forte dépendance, pour un certain nombre de médicaments, vis-à-vis des entreprises chinoises et indiennes, peut-on déjà constater des changements dans les choix stratégiques des entreprises du secteur pharmaceutique en matière d'approvisionnements ? Quel rôle peut/doit jouer l'action publique pour réduire la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnements de la filière pharmaceutique ?

**INTERVENANTS**

**Tedros ADHANOM GHEBREYESUS**, Organisation Mondiale de la Santé  
**Martin HIRSCH**, Assistance publique - Hôpitaux de Paris  
**Laurent ROUSSEAU**, Scor  
**Catherine TOUVREY**, Harmonie Mutuelle

**COORDINATION**

**Patricia AUGIER**, Invitée par Le Cercle des économistes

**MODÉRATION**

**Patricia LOISON**, FranceInfo

## SESSION 9

## Socially responsible companies

## AMPHI 1

The time is long gone (1970) when Milton Friedman could say that "the only social responsibility of companies is to make a profit". Today, the concept of CSR is emerging as an essential response to the problems generated by changes in the world. Beyond the first circle of CSR, relations with stakeholders, this social and environmental responsibility extends to territories and the whole community. If the intentions expressed are now strong, if the scientific basis of CSR is well established, it is now time for action, an action that must be equal to the needs. The rapidity of climate degradation, the pandemic and the war in Ukraine show the urgency of the rise of CSR. Finally, the cost of the negative externalities produced by companies is becoming increasingly quantified, whether in terms of employee well-being, health, climate or biodiversity. Should companies be made to pay this cost directly? Or is it better to reward virtuous companies, to rely on incentives, reputation, and to create labels? How can we best transform our production methods to make our companies responsible?

## SPEAKERS

**Martin COITEUX**, Quebec Deposit and Investment Fund  
**Marlène DOLVECK**, SNCF Gares & Connexions  
**Olivier LENEL**, Mazars in France  
**Thierry MARTEL**, Groupama  
**Enrique MARTINEZ**, Fnac-Darty  
**Virginie MORGON**, Eurazeo

## COORDINATED BY

**Pierre DOCKÈS**, Le Cercle des économistes

## SESSION 10

## Training, innovating, undertaking for the future

## AMPHI 2

The COVID crisis has reminded many nations, including France, that some leading countries are lagging behind in terms of technology and science. These nations are at a crossroads: to play a stowaway role in the global race for technological dominance, or to regain our rightful place in international competition. Being at the technological frontier is a question of national sovereignty. But it is also an aspiration of the nation. What should we do? One mistake would be to focus our efforts on subsidising private research and innovation. If these approaches worked, France would eventually catch up. One way is to rethink our industrial policy in depth, by making autonomous universities the heart of public and private innovation. The American model shows a possible way forward here: it is on those campuses that fundamental research meets industrial and commercial logic. But for this to happen, the State must make innovation a national priority, better finance university excellence, and give universities the means and incentives to collaborate on an equal footing with the private sector.

## SPEAKERS

**Neila BENZINA**, Wimbee / TACT (Tunisian Association for Communication & Technology)  
**Thibault LANXADE**, Luminess  
**Navi RADJOU**, Author  
**Dominique RESTINO**, CCIP  
**Arnaud VAISSIÉ**, International SOS  
**Alexandre VIROS**, The Adecco Group

## COORDINATED BY

**David THESMAR**, Le Cercle des économistes

## SESSION 11

## Populisms and democratic sustainability

## AMPHI 3

Since the 1930s, populism has continued to cross contemporary history in profoundly renewed forms. Yet it is neither a political doctrine, nor an economic theory, nor even an ideology. It is above all a rhetoric that exploits the resentment and unease of populations faced with the rise of inequalities and injustices, and, even more, a political posture likely to win elections. But when the electoral strategy pays off, populism takes the form of an experiment in economic policy and in the exercise of power. However, populist experiments, in most cases, are economic failures that extend to political institutions, authoritarian or even totalitarian drifts, and the degradation of democracy. What then are the various types of economic and political populism? How can we explain their emergence? What are the invariants and consequences of populist economic policies? Can we distinguish between good and bad populist policies, depending on whether they are limited to correcting inequalities or whether they challenge democracy? And what is populism for young people?

## SPEAKERS

**Hakim BEN HAMMOUDA**, ECON4Tunisia  
**Roberto GUALTIERI**, Maire de Rome  
**Diana MENHEM**, Kulluna Irada  
**Oya ÖZARSLAN**, Transparency International Turkey

## COORDINATED BY

**André CARTAPANIS**, Le Cercle des économistes

## SESSION 12

## Globalising health

## AMPHI 4

Health is fundamental to the well-being of individuals. At the country level, the quality of public health is an important factor of social cohesion. But as the Covid-19 pandemic has shown, health can be a source of increasing divisions between countries. This session will aim to shed light on the following questions: Why did international cooperation attempts in the context of Covid-19 (ACT-A platform, COVAX scheme) fail to balance global immunisation coverage? What lessons can be learned? Should health be considered a global commons? As the pandemic has highlighted our heavy dependence on Chinese and Indian companies for a number of medicines, are there already changes in the strategic choices of pharmaceutical companies in terms of procurement? What role can/should public action play in reducing the vulnerability of pharmaceutical supply chains?

## SPEAKERS

**Tedros ADHANOM GHEBREYESUS**, World Health Organization  
**Martin HIRSCH**, Public assistance - Hospitals of Paris  
**Laurent ROUSSEAU**, Scor  
**Catherine TOUVREY**, Harmonie Mutuelle

## COORDINATED BY

**Patricia AUGIER**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Patricia LOISON**, FranceInfo

**SESSION 13**

**Eradiquer la pauvreté**

**AMPHI 1**

La performance d'une économie est le résultat de sa capacité à guider les choix de production de façon à satisfaire les besoins de consommation de chacun. Mais il n'y a aucune garantie que le marché puisse permettre à ceux ayant peu de pouvoir d'achat de satisfaire leurs besoins. Si l'on s'entend sur le fait qu'une économie avec moins de pauvreté est préférable, peut-on l'éradiquer totalement ? Cette question, si simple à première vue, en soulève plusieurs autres : doit-on définir la pauvreté en terme relatif ou absolu ? La pauvreté reflète-t-elle de mauvais choix individuels ou collectifs ? En France, l'action choisie reflète les perceptions des déterminants de la pauvreté : les pauvres sont-ils moins enclins à travailler ? A prendre des risques ? A corriger leurs erreurs passées ? La solution est-elle de conditionner le RSA à une activité ? De concentrer nos efforts à reconstruire des sécurités ? Les crises successives appellent à une action efficace : comment contrer une pauvreté qui s'accroît pour certains, même lorsque le nombre d'individus concernés est stable ? Que faire lorsque la pauvreté s'installe dans la durée, se concentre sur certains groupes sociodémographiques, dans certains territoires ? Comment lever le spectre de la précarité, donner confiance en un monde où la pauvreté ne serait plus de l'ordre du possible ?

**INTERVENANTS**

**Sabina ALKIRE**, Oxford Poverty Lab, Université d'Oxford  
**Paul COLLIER**, Université d'Oxford  
**Matthias LERIDON**, Tilder  
**Can Van LUC**, Banque d'Investissement et de Développement du Vietnam

**COORDINATION**

**Habiba DJEBBARI**, Invitée par Le Cercle des économistes

**MODÉRATION**

**Bruno JEUDY**, Paris Match

**SESSION 14**

**Produire dans un monde de ressources rares**

**AMPHI 2**

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, venant à la suite des fortes tensions enregistrées sur de très nombreux marchés en 2021, a mis un peu plus en évidence les goulots d'étranglement qui pèsent sur les systèmes productifs pratiquement sur l'ensemble de la planète. Au-delà des pannes logistiques, la vraie question est celle de la disponibilité des ressources, de leur plus ou moins grande rareté, de leur répartition géographique et des dépendances induites au moment même où se développent de nouvelles utilisations. La transition énergétique en est un exemple caractéristique, et que dire des éoliennes et autres panneaux solaires. La rareté évolue avec le temps, celui de la recherche minière et des délais nécessaires pour mettre en oeuvre de nouvelles productions, celui aussi des technologies et des nouveaux champs de consommation. Mais elle se nourrit aussi des clivages et des tensions géopolitiques. La rareté peut se contourner, par le recyclage et l'économie circulaire en particulier, elle ne peut jamais totalement être éliminée. Produire dans un monde de ressources rares c'est donc avant tout anticiper, gérer des dépendances incontournables, adapter technologies et stratégies à la réalité de la finitude de nos ressources.

**INTERVENANTS**

**Patrick BLÉTHON**, Groupe Saur  
**Christel BORIES**, Eramet  
**Makoma LEKALAKALA**, Earthlife Africa Jhb  
**Jean-Philippe PUIG**, Avril  
**Weiyong ZHANG**, Université de Pekin

**COORDINATION**

**Philippe CHALMIN**, Invité par Le Cercle des économistes

**MODÉRATION**

**François LENGLET**, LCI

**SESSION 15**

**Médias & experts, renouer avec leur rôle démocratique**

**AMPHI 3**

Depuis l'élection américaine de 2020, le monde a connu la crise du covid et depuis le 24 février 2022, la guerre en Ukraine : l'actualité récente foisonne d'exemples de situations où les médias jouent un rôle déterminant dans la construction du socle d'informations partagées par les citoyens, et dans la construction du récit à partir duquel ils se forgent leur opinion, quel que soit leur bord politique. Toutefois, les médias traditionnels se trouvent souvent dépassés par les réseaux sociaux qui relaient souvent des informations non vérifiées, malgré la présence d'experts. Les effets de réseau, à l'œuvre dans la propagation des informations et inhérents au fonctionnement des plateformes numériques, rendent très difficilement contrôlables la nature des contenus en circulation et la puissance de la rumeur y atteint des niveaux que les médias traditionnels ont du mal à contrebalancer par des informations authentifiées ou des interventions d'experts fondées sur les avancées scientifiques. Pour autant, on ne voit pas comment le monde pourrait se passer des réseaux sociaux, ceux-ci jouant parfois un rôle très utile. Ainsi a contrario, la résistance ukrainienne exploite le fait que les réseaux internet sont, en ce début du conflit, encore actifs pour s'organiser.

**INTERVENANTS**

**Leonardo CURZIO**, Radio Formula  
**Laurent GUIMIER**, France TV  
**Kjersti Løken STAVRUM**, Commission de la liberté d'expression, Norvège

**COORDINATION**

**Anne PERROT**, Le Cercle des économistes

**SESSION 16**

**Assurer notre défense**

**AMPHI 4**

Dans un monde de plus en plus incertain, où les risques d'affrontements interétatiques et les menaces géopolitiques se multiplient, la question d'assurer nos défenses se pose. La situation actuelle, entre la pandémie, le conflit russo-ukrainien, la montée des populismes et le repli protectionnistes de certains Etats fait qu'il est essentiel aujourd'hui de retrouver un ordre international apaisé et collectif. Dès lors, il convient de s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour renforcer la défense de nos territoires et assurer la sécurité des citoyens, et sur les arbitrages économiques et sociaux conséquents. Compte tenu de l'instabilité mondiale, les interventions (militaires ou para) extérieures sont-elles à privilégier à l'avenir ? Dans quelle mesure la France ou l'Union européenne doivent-elles s'engager sur le plan militaire ? Est-il fondamental de maintenir une Force de dissuasion nucléaire crédible ? Faut-il augmenter, réduire ou conserver le budget alloué à la défense ?

**INTERVENANTS**

**Véronique BRIONNE**, Chubb France  
**Renato FLORES**, Fondation Getulio Vargas  
**Jörg KUKIES**, Secrétaire d'Etat à la Chancellerie Fédérale, Allemagne  
**Anders Fogh RASMUSSEN**, Ancien Secrétaire Général de l'OTAN  
**Peter RICKETTS**, Conseil Franco-Britannique  
**Pierre VANDIER**, Marine nationale

**COORDINATION**

**Lionel RAGOT**, Invité par Le Cercle des économistes



## SESSION 13

## Eradicating poverty

## AMPHI 1

The performance of an economy is the result of its ability to guide production choices in a way that satisfies the consumption needs of everyone. But there is no guarantee that the market will allow those with little purchasing power to satisfy their needs. If we agree that an economy with less poverty is preferable, can we eradicate it completely? This question, so simple at first glance, raises several others: Should poverty be defined in relative or absolute terms? Does poverty reflect bad individual or collective choices? In France, the action chosen reflects perceptions of the determinants of poverty: are the poor less likely to work? To take risks? To correct their past mistakes? Is the solution to make the RSA conditional on an activity? To concentrate our efforts on rebuilding security? Successive crises call for effective action: how can we counter poverty that is increasing for some, even when the number of poor people remains constant? What can we do when poverty becomes entrenched over time, concentrating on certain socio-demographic groups and in certain territories? How can we lift the sceptre of precariousness and give people confidence in a world where poverty is no longer a possibility?

## SPEAKERS

**Sabina ALKIRE**, Oxford Poverty Lab, Oxford University  
**Paul COLLIER**, Oxford University  
**Matthias LERIDON**, Tilder  
**Can Van LUC**, Bank for Investment and Development of Vietnam

## COORDINATED BY

**Habiba DJEBBARI**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Bruno JEUDY**, Paris Match

## SESSION 14

## Producing in a world of scarce resources

## AMPHI 2

Russia's invasion of Ukraine, following the severe tensions in many markets in 2021, has further highlighted the bottlenecks in production systems almost everywhere on the planet. Beyond logistical breakdowns, the real issue is that of the availability of resources, their varying degrees of scarcity, their geographical distribution and the dependencies they entail at the very time when new uses are being developed. The energy transition is a typical example, and what can be said about wind turbines and other solar panels? Scarcity evolves with time, the time of mining research and the time needed to implement new production, the time of technologies and new fields of consumption. But it also feeds on geopolitical divisions and tensions. Scarcity can be circumvented, through recycling and the circular economy in particular, but it can never be totally eliminated. Producing in a world of scarce resources therefore means above all anticipating, managing unavoidable dependencies, adapting technologies and strategies to the reality of the finiteness of our resources.

## SPEAKERS

**Patrick BLÉTHON**, Groupe Saur  
**Christel BORIES**, Eramet  
**Makoma LEKALAKALA**, Earthlife Africa Jhb  
**Jean-Philippe PUIG**, Avril  
**Weiyang ZHANG**, Peking University

## COORDINATED BY

**Philippe CHALMIN**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**François LENGLET**, LCI

## SESSION 15

## Media &amp; experts, reconnecting with their democratic role

## AMPHI 3

Since the American election of 2020, the world has known the covid crisis and since 24 February 2022, the war in Ukraine: recent news abounds with examples of situations where the media play a decisive role in the construction of the information base shared by citizens, and, consequently, in the construction of the narrative on the basis of which they form their opinion, regardless of their political affiliation. However, traditional media are often overtaken by social networks which often relay unverified information, despite the presence of experts. The network effects at work in the propagation of information and inherent to the functioning of digital platforms make it very difficult to control the nature of the content in circulation and the power of rumour reaches levels that the traditional media have difficulty in counterbalancing with authenticated information or expert interventions based on scientific advances. However, it is hard to see how the world could do without social networks, which sometimes play a very useful role. Thus, on the contrary, the Ukrainian resistance is exploiting the fact that internet networks are still active at the beginning of the conflict to organise itself.

## SPEAKERS

**Leonardo CURZIO**, Radio Formula  
**Laurent GUIMIER**, France TV  
**Kjersti Løken STAVRUM**, Commission on Freedom of Expression, Norway

## COORDINATED BY

**Anne PERROT**, Le Cercle des économistes

## SESSION 16

## Ensuring our defense

## AMPHI 4

In an increasingly uncertain world, where the risks of inter-state confrontations and geopolitical threats are multiplying, the question of ensuring our defenses arises. The current situation, between the pandemic, the Russian-Ukrainian conflict, the rise of populism and the protectionist withdrawal of certain States, makes it essential today to rediscover a peaceful and collective international order. It is therefore necessary to consider the means to be implemented to reinforce the defense of our territory and ensure the security of our citizens, and the consequent economic and social arbitrations. Given the global instability, should external (military or para) interventions be favored in the future? To what extent should France or the European Union be involved militarily? Is it essential to maintain a credible nuclear deterrent force? Should the budget allocated to defense be increased, reduced or maintained?

## SPEAKERS

**Véronique BRIONNE**, Chubb France  
**Renato FLORES**, Fondation Getulio Vargas  
**Jörg KUKIES**, State Secretary, German Chancellery  
**Anders Fogh RASMUSSEN**, Former General Secretary of NATO  
**Peter RICKETTS**, Franco-British Council  
**Pierre VANDIER**, French Navy

## COORDINATED BY

**Lionel RAGOT**, Invited by Le Cercle des économistes

## DÉBAT I

## Transition écologique : croissance ou décroissance ?

## AMPHI I

Pour faire disparaître les émissions nettes de CO2 en 2050, deux grandes pistes s'offrent à nous : la piste de la décarbonation de l'économie (de la production d'énergie, de l'industrie, des transports) et la piste de la décroissance (de la réduction du Produit Intérieur Brut).

Peut-on croire à la piste de la décarbonation qui est la piste technologique ? Les technologies existent : utilisation de l'hydrogène vert pour stocker l'électricité d'origine renouvelable, voitures électriques ... Mais peut-on surmonter les obstacles ?

Le premier est de nature sociale : est-il possible d'empêcher la hausse des inégalités générée par la hausse du prix de l'énergie ? Le second est de nature macroéconomique : pourra-t-on financer les investissements supplémentaires massifs nécessaires ? Le troisième obstacle vient de la rareté des matières premières nécessaires à la décarbonation de l'économie : cuivre et aluminium pour les réseaux électriques ; nickel, cobalt, lithium pour les batteries ; terres rares pour l'électronique.

Si ces trois obstacles ne peuvent pas être franchis, bien qu'ils le seront d'autant plus facilement qu'une certaine sobriété facilitera la transformation de consommation en investissement et que le développement de l'économie circulaire réduira le risque de rareté, alors la décroissance sera inévitable.

## INTERVENANTS

**Alicia BARCENA IBARRA**, Ancienne Secrétaire exécutive, CEPAL  
**Jean-Pierre FARANDOU**, SNCF  
**Eric LOMBARD**, Groupe Caisse des Dépôts  
**Florent MENEGAUX**, Groupe Michelin  
**Rodolphe SAADÉ**, CMA CGM  
**François VILLEROY de GALHAU**, Banque de France

## COORDINATION

**Patrick ARTUS**, Le Cercle des économistes

## DEBATE I

## Ecological transition: growth or degrowth?

## AMPHI I

To eliminate net CO2 emissions in 2050, two main paths can be considered: the path of decarbonisation of the economy (energy production, industry, transport) and the path of degrowth (reduction of Gross Domestic Product). Can we believe in the decarbonisation track, which is the technological track? The technologies exist: use of green hydrogen to store electricity from renewable sources, electric cars, etc. But can we overcome the obstacles?

The first is social: is it possible to prevent the rise in inequalities generated by the rise in energy prices? The second is macroeconomic: will it be possible to finance the massive additional investments needed? The third obstacle is the scarcity of the raw materials needed to decarbonise the economy: copper and aluminium for electricity networks; nickel, cobalt and lithium for batteries; rare earths for electronics.

If these three obstacles cannot be overcome (they will be all the easier as a certain sobriety will facilitate the transformation of consumption into investment and as the development of the circular economy will reduce the risk of scarcity), then degrowth will be inevitable.

## SPEAKERS

**Alicia BARCENA IBARRA**, Former Executive Secretary, CEPAL  
**Jean-Pierre FARANDOU**, SNCF  
**Eric LOMBARD**, Caisse des Dépôts Group  
**Florent MENEGAUX**, Michelin Group  
**Rodolphe SAADÉ**, CMA CGM  
**François VILLEROY de GALHAU**, Bank of France

## COORDINATED BY

**Patrick ARTUS**, Le Cercle des économistes



**SAMEDI 9 JUILLET**

**7H30 - 8H00**

**PETIT-DEJEUNER**

**Les transformations vues par Melinda French Gates**

**AMPHIS 3 & 4**

Cette année a été une année difficile pour le monde, avec des situations d'urgence qui ont plongé des centaines de millions de personnes dans la faim et la pauvreté. Les femmes et les filles sont les premières victimes de ces souffrances. Les catastrophes qui se chevauchent ont menacé leur santé, leur éducation, leurs moyens de subsistance et leur vie. Il existe une meilleure solution. Lorsque les pays placent les femmes au centre de toutes leurs actions, tout le monde en profite. Mais à quoi cela ressemble-t-il de mettre les femmes au centre ?

**INTERVENANTS**

**Melinda FRENCH GATES**, Co-présidente, Bill & Melinda Gates Foundation  
**Vincent GIRET**, Directeur de l'Information, Radio France

Programme complet sur [lesrencontreseconomiques.fr](https://lesrencontreseconomiques.fr)

**SATURDAY JULY 9<sup>TH</sup>**

**7:30 AM - 8:00 AM**

**BREAKFAST**

**Transformations as seen by Melinda French Gates**

**AMPHIS 3 & 4**

This has been a challenging year for the world with emergencies that plunged hundreds of millions of people into hunger and poverty. Women and girls are bearing the brunt of this suffering. The overlapping catastrophes have threatened their health, their education, their livelihood, and their lives. There is a better way. When countries put women at the center of everything they do, everyone benefits. But what does it look like to put women at the center?

**SPEAKERS**

**Melinda FRENCH GATES**, Co-chair, Bill & Melinda Gates Foundation  
**Vincent GIRET**, Director of Information, Radio France

Full programme on [lesrencontreseconomiques.fr/en](https://lesrencontreseconomiques.fr/en)

## DÉBAT 2

## Trouver la trajectoire de la décarbonation

## AMPHI 2

L'Europe a été la première zone du monde, dès la fin des années 2000, à fixer des objectifs ambitieux de lutte climatique, et la France a prolongé ce leadership en portant l'Accord de Paris en 2015. Mais l'agression militaire de la Russie en Ukraine tient lieu de « retour du refoulé » : les énergies fossiles ont un contenu hautement géopolitique et l'Europe est un vieux continent qui n'en extrait (presque) plus.

Cette crise conduit les Européens à réévaluer leur vision de la décarbonation : quelles stratégies pour atteindre le « fit for 55 » (i.e. réduction de 55% des émissions en 2030) en réduisant drastiquement la dépendance au gaz russe (central dans l'Energiewende allemande) ? Comment allouer la charge de cette décarbonation sous fortes contraintes entre les membres de l'UE ? Comment, protéger les ménages et les secteurs industriels les plus fragiles face à rupture historique ? Comment, surtout, faire de ce choc un accélérateur dans la transformation de Europe société post-carbone ?

## INTERVENANTS

**Benoit BAZIN**, Saint-Gobain  
**Mauricio CARDENAS**, Columbia University  
**Sylvie JEHANNO**, Dalkia  
**Jean-Marc OLLAGNIER**, Accenture  
**Xavier PIECHACZYK**, RTE  
**Benoit POTIER**, Air Liquide

## COORDINATION

**Patrice GEOFFRON**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT 3

## Rebondir sur les nouveaux engagements de la jeunesse

## AMPHI 4

La jeunesse paraît toujours plus mobilisée par rapport aux enjeux sociétaux, que ce soient ceux de court terme, comme le chômage, le pouvoir d'achat et le logement, que ceux de long terme, comme l'environnement ou l'égalité des chances. Comprendre ces engagements de la jeunesse est un enjeu important car contrairement à leurs aînés les jeunes ne s'engagent pas en politique et votent peu. Ils plébiscitent de nouvelles formes de militantisme, notamment à travers l'usage des réseaux sociaux. La jeunesse reste fortement engagée tant dans son discours que dans certaines actions, mais a souvent du mal à se faire entendre.

Nous devons offrir à la jeunesse de nouveaux moyens de s'exprimer et de s'impliquer, afin d'améliorer nos modes de gouvernance. A l'instar des quotas générationnels, qu'ils soient au sein des institutions démocratiques ou des entreprises, ces nouveaux outils doivent être de véritables leviers d'actions pour les jeunes. Il faut déterminer ceux qui sont le plus efficaces pour apporter, au sein de nos sociétés, des transformations portées par la jeunesse.

## INTERVENANTS

**Hadja Idrissa BAH**, Club des jeunes filles leaders de Guinée  
**Marjolaine GRONDIN**, Hello Jam  
**Florence PARLY**, Ancienne Ministre des Armées, France

## COORDINATION

**Emmanuelle AURIOL**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 2

## Finding a decarbonated path

## AMPHI 2

Europe was the first area in the world, as early as the end of the 2000s, to set ambitious climate targets, and France extended this leadership by bringing the Paris Agreement in 2015. However, Russia's military aggression in Ukraine is a "return of the repressed": fossil fuels have a highly geopolitical content and Europe is an old continent that (almost) no longer extracts them. This crisis is leading Europeans to re-evaluate their vision of decarbonisation: what strategies will make it possible to achieve the "fit for 55" (i.e. a 55% reduction in emissions by 2030) while drastically reducing dependence on Russian gas (central to the German Energiewende)? How to allocate the burden of this decarbonisation under strong constraints between EU members? How can we protect the most fragile households and industrial sectors in the face of this historic break? How, above all, can we make this shock an accelerator in the transformation of post-carbon Europe?

## SPEAKERS

**Benoit BAZIN**, Saint-Gobain  
**Mauricio CARDENAS**, Columbia University  
**Sylvie JEHANNO**, Dalkia  
**Jean-Marc OLLAGNIER**, Accenture  
**Xavier PIECHACZYK**, RTE  
**Benoit POTIER**, Air Liquide

## COORDINATED BY

**Patrice GEOFFRON**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 3

## Rebounding on new youth commitments

## AMPHI 4

Young people seem to be increasingly mobilised in relation to societal issues, whether they are short-term issues such as unemployment, purchasing power and housing, or long-term issues such as the environment or equal opportunities.

Understanding these commitments of young people is an important issue because, unlike their elders, young people are not involved in politics and vote little. They favour new forms of activism, particularly through the use of social networks. Young people remain strongly committed both in their discourse and in certain actions, but often have difficulty making themselves heard.

We need to offer young people new ways of expressing themselves and getting involved, in order to improve our modes of governance. Like generational quotas, whether in democratic institutions or in companies, these new tools must be real levers of action for young people. We must determine which ones are the most effective in bringing about youth-led transformations in our societies.

## SPEAKERS

**Hadja Idrissa BAH**, Club of Young Girls Leaders of Guinea  
**Marjolaine GRONDIN**, Hello Jam  
**Florence PARLY**, Former Minister of Defense, France

## COORDINATED BY

**Emmanuelle AURIOL**, Le Cercle des économistes

## SESSION 17

## Vivre mieux, vivre vieux

## AMPHI 1

Avec la satisfaction croissante des besoins essentiels, « mieux vivre » à tous les âges de la vie est devenu le souci prioritaire de nos contemporains. Toutefois, il est clair que la notion de « vivre mieux » couvre aujourd'hui des réalités fort différentes d'un individu à l'autre, d'une famille à l'autre. Elle renvoie aux projets individuels ou collectifs que nous nourrissons. De ce fait, il n'existe pas de solution unique pour tout le monde, auquel l'Etat pourrait se référer. On est donc renvoyé à la mesure, largement subjective, du « vivre mieux » qui pose la question de l'enrichissement des concepts économiques traditionnels comme celui de PIB, aujourd'hui trop tournés vers les quantités. Le défi du « vivre mieux » concerne la prise en compte et la « valorisation » des valeurs et du qualitatif. Le mieux vivre comporte aussi des dimensions plus classiques : la maîtrise de l'exposition des individus aux risques, notamment de santé, l'accroissement des opportunités durant la vie, notamment la vie active, l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé et la meilleure prise en charge de la période de dépendance, le « mieux vivre vieux ». Nous devons donc identifier ces besoins, la mesure de leur satisfaction ainsi que les politiques qui permettraient d'y contribuer.

## INTERVENANTS

**Bruno ANGLES**, AG2R La Mondiale  
**Elsa FORNERO**, Ancienne Ministre du Travail et des Politiques sociales, Italie  
**Robert LEBLANC**, Aon  
**Sylvain RABUEL**, DomusVi  
**Magda TOMASINI**, INED

## COORDINATION

**Philippe TRAINAR**, Le Cercle des économistes

## SESSION 18

## Les transformations par le progrès technologique

## AMPHI 2

La technologie, l'innovation, le progrès sont de retour au cœur du débat. La pandémie, couplée avec le contexte de tensions internationales politiques et armées, a considérablement changé la conception du progrès dans nos sociétés. La compétition internationale qui existe pour les sciences et le progrès a été mise en exergue, en témoigne la course au vaccin, ses gagnants, ses perdants et ses laissés pour compte. Le progrès a été aussi vu comme un élément parfois négatif pour nos sociétés, en particulier pour l'emploi. La polarisation des emplois, entre ceux faiblement qualifiés et rémunérés d'une part et plus qualifiés d'autre part, fragilise tout un pan d'emplois « moyennement » qualifiés. L'automatisation, moteur de cette mutation, détruit des emplois à court terme, mais elle en crée dans bien des secteurs à plus long terme. L'objet de notre attention doit donc être d'identifier quelles sont les innovations qui permettent d'avancer comme nations, quels sont les secteurs qui seront concernés en termes d'emplois, comment nous pourrions alors procurer des emplois à des actifs disposant des compétences idoines, et, enfin, comment financer l'essor du progrès technologique pour réussir les transformations des modes de production.

## INTERVENANTS

**Belinda DARKWA**, Ghana Ladies in Tech  
**Stéphane ISRAEL**, Arianespace  
**Frannie LEAUTIER**, SouthBridge Investment  
**Vincent LEVITA**, Infravia Capital Partners  
**Cyril MALARGÉ**, Sopra Steria  
**Jeanne POLLÈS**, Philip Morris France

## COORDINATION

**Augustin LANDIER**, Invité par le Cercle des économistes

## SESSION 19

## Territorialiser la gouvernance

## AMPHI 3

La crise de défiance qui frappe nos institutions et la succession de bouleversements que nous connaissons – crise du COVID, difficultés économiques et sociales liées à l'impact de la crise ukrainienne, enjeux climatiques... – rendent de plus en plus urgente la nécessité d'améliorer nos modes de prises de décisions et d'action collectifs. De plus en plus, dans tous les domaines, c'est le sujet du partage du pouvoir, pour optimiser nos capacités à décider et agir collectivement, qui s'impose au cœur du débat. Et donc, de la décentralisation et de la place des territoires dans la gouvernance. Avec les nouvelles technologies et les nouveaux enjeux de société, de nouvelles formes d'expression ont été rendues possibles. Ce mouvement s'est exprimé dans le domaine de la gouvernance politique, évidemment, mais également dans d'autres domaines, notamment dans les entreprises et leurs relations avec les territoires. Qu'il s'agisse de la question sanitaire, mais aussi des sujets de sécurité, ou de l'intérêt d'une gouvernance économique locale et du soutien à l'activité économique de proximité, la même question se pose : quel est le bon échelon pour décider, et agir ? L'administration et une réglementation souvent dénoncée comme trop tatillonnes sont-elles véritablement un poids pour les collectivités ?

## INTERVENANTS

**Yamini AIYAR**, Center for Policy Research, Inde  
**Julien CARMONA**, Crédit Mutuelle Arkea  
**Thierry MALLET**, Transdev  
**Hamza MEDDEB**, Carnegie Middle East Center  
**Sabrina SOUSSAN**, Suez

## COORDINATION

**Chloé MORIN**, Invitée par le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Philippe MABILLE**, La Tribune

## SESSION 20

## Bâtir une souveraineté numérique européenne

## AMPHI 4

Meta, Google, Apple, TikTok, Alibaba... Le monde numérique est largement dominé par des opérateurs non-européens (principalement américains et chinois). Or, la digitalisation de pans entiers de nos sociétés – des échanges économiques, des interactions sociales, de l'accès à l'information, à la culture, jusqu'à la vie démocratique – bouleverse nos modes de vie, ce qui appelle de nouvelles formes d'expression de la souveraineté. Quelle part la puissance publique doit-elle prendre dans l'univers digital ? Le défi est immense. Pour réussir cette transformation, il est important de soutenir l'émergence d'opérateurs européens majeurs, en posant les bases d'une stratégie ambitieuse à l'échelle de l'Europe. Mais il est aussi nécessaire, sans attendre, d'encadrer l'action des entreprises étrangères en les assujettissant au respect des valeurs de l'Europe. Bâtir une souveraineté numérique en Europe est donc un défi industriel et un défi réglementaire.

## INTERVENANTS

**Christel HEYDEMANN**, Orange  
**Axelle LEMAIRE**, Croix-Rouge française  
**Gianmarco MONSELLATO**, Deloitte  
**Olivier SICHEL**, Caisse des dépôts

## COORDINATION

**David BOSCO**, Invité par Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Pierre-Henri de MENTHON**, Challenges

## SESSION 17

## Living better, living older

## AMPHI 1

With the increasing satisfaction of essential needs, "living better" at all ages has become the priority concern of our contemporaries. However, it is clear that the notion of "living better" today covers very different realities from one individual to another, from one family to another. It refers to the individual or collective projects that we have. As a result, there is no single solution for everyone, to which the State could refer. We are therefore referred back to the largely subjective measurement of "living better", which raises the question of enriching traditional economic concepts such as GDP, which are now too focused on quantities. The challenge of 'living better' concerns the taking into account and 'valuing' of values and quality. Better living also includes more traditional dimensions: controlling the exposure of individuals to risks, particularly health risks, increasing opportunities during life, particularly working life, extending life expectancy in good health and better management of the period of dependence, 'better living in old age'. We therefore need to identify these needs, the extent to which they are being met and the policies that would contribute to them.

## SPEAKERS

**Bruno ANGLES**, AG2R La Mondiale  
**Elsa FORNERO**, Former Minister of Labour and Social Policies, Italy  
**Robert LEBLANC**, Aon  
**Sylvain RABUEL**, DomusVi  
**Magda TOMASINI**, INED

## COORDINATED BY

**Philippe TRAINAR**, Le Cercle des économistes

## SESSION 18

## Transformations through technological progress

## AMPHI 2

Technology, innovation and progress are back at the heart of the debate. The pandemic, coupled with the context of international political and armed tensions, has considerably changed the conception of progress in our societies. The international competition for science and progress has been highlighted, as evidenced by the vaccine race, its winners, its losers and its left-behind.

Progress was also seen as a sometimes negative element for our societies, in particular for employment. The polarization of jobs, between low-skilled and paid jobs on the one hand and higher-skilled jobs on the other, weakens a whole range of "medium" skilled jobs. Automation, the driving force behind this change, destroys jobs in the short term, but creates them in many sectors in the longer term.

The object of our attention must therefore be to identify the innovations that will enable us to move forward as nations, the sectors that will be affected in terms of jobs, how we will then be able to provide jobs for workers with the appropriate skills, and, finally, how to finance the rise of technological progress in order to succeed in transforming production methods.

## SPEAKERS

**Belinda DARKWA**, Ghana Ladies in Tech  
**Stéphane ISRAEL**, Arianespace  
**Frannie LEAUTIER**, SouthBridge Investment  
**Vincent LEVITA**, Infravia Capital Partners  
**Cyril MALARGÉ**, Sopra Steria  
**Jeanne POLLÈS**, Philip Morris France

## COORDINATED BY

**Augustin LANDIER**, Invited by Le Cercle des économistes

## SESSION 19

## Territorialising governance

## AMPHI 3

For The crisis of mistrust in our institutions and the succession of upheavals we are experiencing – the COVID crisis, the economic and social difficulties linked to the impact of the Ukrainian crisis, the climatic challenges, etc. – make it increasingly urgent to improve our collective decision-making and action methods. Increasingly, in all areas, it is the subject of power sharing, to optimise our capacity to decide and act collectively, that is at the heart of the debate.

And therefore, decentralisation and the place of territories in governance. With new technologies and new societal issues, new forms of expression have been made possible. This movement has been expressed in the field of political governance, of course, but also in other fields, notably in companies and their relations with the territories.

Whether it is a question of health, but also of security, or of the interest of local economic governance and support for local economic activity, the same question arises: what is the right level to decide and act? Are the administration and regulations, which are often denounced as too fussy, really a burden for local authorities?

## SPEAKERS

**Yamini AIYAR**, Center for Policy Research India  
**Julien CARMONA**, Crédit Mutuelle Arkea  
**Thierry MALLET**, Transdev  
**Hamza MEDDEB**, Carnegie Middle East Center  
**Sabrina SOUSSAN**, Suez

## COORDINATED BY

**Chloé MORIN**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Philippe MABILLE**, La Tribune

## SESSION 20

## Building a European digital sovereignty

## AMPHI 4

Meta, Google, Apple, TikTok, Alibaba... the digital world is largely dominated by non-European operators (mainly American and Chinese). However, the digitalisation of whole areas of our societies – from economic exchanges, social interactions, access to information and culture to democratic life – is disrupting our lifestyles, which calls for new forms of expression of sovereignty. What part should public power play in the digital world? The challenge is immense. To succeed in this transformation, it is important to support the emergence of major European operators by laying the foundations of an ambitious strategy on a European scale. But it is also necessary, without delay, to regulate the actions of foreign companies by making them subject to respect for European values. Building digital sovereignty in Europe is therefore both an industrial and a regulatory challenge.

## SPEAKERS

**Christel HEYDEMANN**, Orange  
**Axelle LEMAIRE**, Croix-Rouge française  
**Gianmarco MONSELLATO**, Deloitte  
**Olivier SICHEL**, Caisse des dépôts

## COORDINATED BY

**David BOSCO**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Pierre-Henri de MENTHON**, Challenges



## DÉBAT 4

## Finance et souveraineté économique

## AMPHI 2

La finance mondialisée a révélé ses limites. Une souveraineté économique ne peut se concevoir sans souveraineté de la finance, cette dernière étant également protéiforme. Comment renforcer le rôle de l'euro en termes de monnaie internationale ? Comment développer le financement en fonds propres avec des investisseurs avertis au risque (par nature ou par incitation réglementaire) ? Comment sécuriser les infrastructures des systèmes de paiements et les infrastructures de marchés, en particulier les chambres de compensation qui sont des établissements critiques en termes de stabilité financière. Enfin comment mobiliser l'épargne tant pour financer les dettes, publiques et privées, que pour financer les investissements massifs nécessaires face aux mutations industrielles et technologiques. L'appétence envers les critères ESG pose un problème de définition de la « soutenabilité », comme par exemple pour le secteur de l'armement. Seuls les Etats, ou l'Union Européenne, ont la capacité de mutualiser et/ou d'assumer les risques liés au financement de l'innovation et des mutations structurelles, et d'avoir un comportement stratégique. Il est temps de véritablement corriger les défaillances des marchés financiers.

## INTERVENANTS

**Delphine d'AMARZIT**, Euronext Paris  
**Kjerstin Rasmussen BRAATHEN**, DNB Bank  
**Philippe BRASSAC**, Crédit Agricole  
**Nellie LIANG**, Sous-secrétaire au Trésor pour les Finances intérieures, États-Unis  
**Klaus REGLING**, Mécanisme européen de stabilité  
**Dani RODRIK**, John F. Kennedy School of Government, Université Harvard

## COORDINATION

**Catherine LUBOCHINSKY**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT 5

## Définir une trajectoire économique inclusive et durable

## AMPHI 4

Dès le rapport Brundtland en 1987, la question écologique et la question économique sont liées. « Un développement durable répond aux besoins du présent en commençant par les plus démunis sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». L'accord pour la transition vers un fonctionnement soutenable de l'économie a jusqu'ici buté sur l'acceptabilité du partage du sacrifice à consentir pour y parvenir, aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Plus on engage tard cette transition, et plus le mur à franchir va être haut et les sacrifices importants. D'où la nécessité d'un nouveau pacte social avec deux objectifs : minimiser le sacrifice global collectif et faire que les plus démunis n'en souffrent pas. Nos démocraties libérales reposent sur la combinaison du marché et du vote. Le développement du marché du carbone est la seule façon de minimiser le sacrifice global. L'acceptabilité politique et morale ne peut être atteinte qu'en garantissant qu'aucune personne dont le revenu n'excède pas le revenu médian ne voit son niveau de vie baisser le long de cette trajectoire. Comment décliner sur le plan international ces recommandations ?

## INTERVENANTS

**Maya ATIG**, Fédération Bancaire Française  
**Philippe HEIM**, La Banque Postale  
**Paul HUDSON**, Sanofi  
**S ISWARAN**, Ministre des Transports et des Relations commerciales, Singapour  
**Elisabeth MORENO**, Secrétaire d'Etat à l'Égalité Femmes-Hommes, France  
**Nicolas NAMIAS**, Natixis

## COORDINATION

**Alain TRANNOY**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 4

## Finance and economic sovereignty

## AMPHI 2

Globalized finance has revealed its limits. Economic sovereignty is inconceivable without financial sovereignty, which is also protean. How can we strengthen the role of the euro as an international currency? How can we develop equity financing with risk-averse investors (by nature or by regulatory incentives)? How to secure payment systems and market infrastructures, in particular clearing houses, which are critical institutions in terms of financial stability? Finally, how can savings be mobilized both to finance public and private debt and to finance the massive investments needed to deal with industrial and technological change? The appetite for ESG criteria poses a problem of definition of "sustainability", as for example in the arms sector. Only governments, or the European Union, have the capacity to mutualize and/or assume the risks linked to the financing of innovation and structural change, and to behave strategically. It is time to truly correct the failures of the financial markets.

## SPEAKERS

**Delphine d'AMARZIT**, Euronext Paris  
**Kjerstin Rasmussen BRAATHEN**, DNB Bank  
**Philippe BRASSAC**, Crédit Agricole  
**Nellie LIANG**, Under Secretary for Domestic Finance, United State of America  
**Klaus REGLING**, European Stability Mechanism  
**Dani RODRIK**, John F. Kennedy School of Government, Harvard University

## COORDINATED BY

**Catherine LUBOCHINSKY**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 5

## Defining an inclusive and sustainable economic path

## AMPHI 4

As early as the Brundtland report in 1987, the ecological question and the economical question are linked. "Sustainable development meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs". The agreement on the transition to a sustainable economy has so far stalled over the acceptability of sharing the sacrifice to be made in order to achieve it, both at national and international level. The later we start this transition, the higher the wall to cross and the greater the sacrifices. Hence the need for a new social pact with two objectives: to minimise the overall collective sacrifice and to ensure that the most disadvantaged do not suffer. Our liberal democracies are based on the combination of the market and the vote. Developing the carbon market is the only way to minimise the global sacrifice. Political and moral acceptability can only be achieved by ensuring that no one below the median income sees their standard of living fall along this trajectory. How can these recommendations be translated internationally?

## SPEAKERS

**Maya ATIG**, French Banking Federation  
**Philippe HEIM**, La Banque Postale  
**Paul HUDSON**, Sanofi  
**S ISWARAN**, Minister for Transport and Trade Relations, Singapore  
**Elisabeth MORENO**, Secretary of State for Gender Equality, France  
**Nicolas NAMIAS**, Natixis

## COORDINATED BY

**Alain TRANNOY**, Le Cercle des économistes

## SESSION 21

## Les territoires, acteurs de la pleine activité

## AMPHI 1

Alors que la production se concentre dans les métropoles, la population se déploie sur tout le territoire de la France, et le résultat est une importante fracture territoriale de l'emploi, bien au-delà de celle qu'on trouve chez nos voisins européens. La mobilité est un élément essentiel pour revitaliser l'activité dans les territoires. Mais qui devront être les acteurs de cette mobilité ?

D'un côté, retrouver la pleine activité peut passer par la mobilité géographique des individus ainsi que par une mobilité professionnelle pour permettre une adéquation entre l'offre et la demande locale.

D'un autre, quel est le rôle qui doivent jouer les politiques locales et quand est-ce que l'Etat doit pallier les défaillances existantes en matière d'emploi ?

En outre, les réponses à ces questions ont potentiellement changé suite à la pandémie, car les changements technologiques – tel que l'amélioration des moyens de communication – et sociétaux – notamment l'acceptation du télétravail suite à la crise sanitaire – ont eu un impact important sur la relation travail-espace.

## INTERVENANTS

**Sophie BOISSARD**, Groupe Korian  
**Marie-Ange DEBON**, Groupe Keolis  
**Karim EL AYNAOUI**, Policy Center for the New South  
**Laurent GERMAIN**, Egis  
**Stéphane PALLEZ**, La Française des Jeux  
**Grégoire SENTILHES**, NextStage AM

## COORDINATION

**Cecilia GARCIA-PENALOSA**, Invitée par Le Cercle des économistes

## SESSION 22

## La finance à impact, illusions et réalités

## AMPHI 2

La transition de l'économie mondiale vers des modes de production plus équitables et plus durables n'est possible que si elle est accompagnée de stratégies d'investissement et d'innovation dont l'objectif, au-delà du rendement financier, intègre le bien-être social. Inscrite dans une logique qui associe finance et durabilité, la finance à impact suppose que les investisseurs induisent volontairement auprès des entreprises des bénéfices sociaux et environnementaux directs et mesurables. Il s'agit alors de repenser leurs stratégies et leurs actions sur le long terme. Du point de vue de la mise en œuvre, une redéfinition des objectifs, du cadre, et des instruments de mesure des effets de ces investissements s'impose. Cela suppose une coopération des secteurs publics, privés et des Etats pour que ces financements vertueux puissent devenir une réalité.

Aussi, quelle est l'efficacité des investissements à impact ? Quelle gouvernance mondiale pour l'encourager ? Dans quelle mesure les obligations vertes rendent-elles les firmes plus vertes ? Comment éviter le « greenwashing » ou l'« ESS-washing » ? Quels impacts de la prise en compte du changement climatique dans le cadre de la politique monétaire de la BCE ?

## INTERVENANTS

**Thierry DÉAU**, Meridiam  
**Antoine FLAMARION**, Tikehau Capital  
**Sabine MAUDERER**, Bundesbank  
**Eric PINON**, Association Française de la Gestion Financière

## COORDINATION

**Céline GIMET**, Invitée par Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Nicolas BEYTOUT**, L'Opinion

## SESSION 23

## Redonner toute leur place aux corps intermédiaires

## AMPHI 3

Les corps intermédiaires constituent un indispensable relais avec la société civile. Syndicats, partis politiques, associations, conseil économique, social et environnemental, chambres consulaires, tribunaux de commerce, conseils de prud'hommes... permettent l'existence d'une représentation des intérêts économiques et sociaux, aux côtés de la traditionnelle représentation politique fondée sur le suffrage universel. Ils constituent des canaux d'expression de la volonté du peuple, un intermédiaire entre le peuple et le pouvoir politique, et sont de ce fait un des maillons essentiels de la démocratie via des revendications, des propositions, des interpellations. A cet égard, la faiblesse des corps intermédiaires peut être facteur de désillusion pour les citoyens qui peinent à faire entendre leur voix et ne se sentent pas représentés.

Dans un contexte de tensions sociales et de crises successives (sanitaires, sociales, économiques, politiques), et de mutation permanente (transformations sociales, évolution technologique), on peut s'interroger sur le rôle joué par les corps intermédiaires.

## INTERVENANTS

**Véronique BÉDAGUE**, Nexity  
**Reiner HOFFMANN**, German Trade Union  
**Patrick MARTIN**, MEDEF  
**Yves VEYRIER**, Force Ouvrière

## COORDINATION

**Nathalie CHUSSEAU**, Invitée par Le Cercle des économistes

## SESSION 24

## Réguler les GAFAMs

## AMPHI 4

Alors même que le rôle structurant et le poids des GAFAMs ne cessent de croître depuis plusieurs années, les griefs à leur encontre se multiplient. En témoignent notamment les plaintes déposées envers Facebook et Google avec comme principal chef d'accusation l'entrave à la concurrence. Face aux pratiques anti-concurrentielles de ces géants du numérique, quelle régulation mettre en place ? La réponse est loin d'être évidente au vu de la nature même de ces sociétés dont le poids économique et politique est majeur. Les GAFAMs connaissent en effet une évolution extrêmement rapide et bénéficient d'externalités de réseau très importantes. Ces spécificités sont difficilement conciliables avec le temps long dans lequel s'inscrit le droit de la concurrence et la régulation. Cette session fera le point sur les diverses pistes de régulation, parmi lesquelles figurent la taxation, le démantèlement, les amendes et sanctions financières, les projets Digital Services Act et Digital Market Act, etc.

## INTERVENANTS

**Matthieu COURTECUISE**, SIA Partners  
**Laurence DEVILLERS**, LIMSI-CNRS  
**Ramon FERNANDEZ**, Orange  
**Sophie NERBONNE**, CNIL

## COORDINATION

**Valérie MIGNON**, Le Cercle des économistes

## SESSION 21

## The territories, actors of full activity

## AMPHI 1

While production is concentrated in the metropolises, the population is spread out over the whole of France, and the result is a major territorial employment divide, well beyond that found among our European neighbours. Mobility is an essential element for revitalising activity in the territories. But who should be the actors of this mobility?

On the one hand, regaining full activity can be achieved through the geographical mobility of individuals as well as through professional mobility to enable a match between local supply and demand.

On the other hand, what is the role of local policies and when should the state compensate for existing employment failures?

Furthermore, the answers to these questions have potentially changed as a result of the pandemic, as technological changes – such as improved communication facilities – and societal changes – such as the acceptance of teleworking as a result of the health crisis – have had a significant impact on the work-space relationship.

## SPEAKERS

**Sophie BOISSARD**, Korian Group  
**Marie-Ange DEBON**, Keolis Group  
**Karim EL AYNAOUI**, Policy Center for the New South  
**Laurent GERMAIN**, Egis  
**Stéphane PALLEZ**, La Française des Jeux  
**Grégoire SENTILHES**, NextStage AM

## COORDINATED BY

**Cecilia GARCIA-PENALOSA**, Invited by Le Cercle des économistes

## SESSION 22

## Impact finance, illusions and realities

## AMPHI 2

The transition of the global economy towards more equitable and sustainable modes of production is only possible if it is accompanied by investment and innovation strategies that go beyond financial returns to include social well-being. As part of a logic that combines finance and sustainability, impact finance assumes that investors voluntarily induce direct and measurable social and environmental benefits from companies. This means rethinking their strategies and actions over the long term. From an implementation point of view, a redefinition of the objectives, the framework and the instruments for measuring the effects of these investments is required. This implies cooperation between the public and private sectors and between states so that virtuous financing can become a reality.

Also, how effective are impact investments? What kind of global governance is needed to encourage it? To what extent do green bonds make companies greener? How to avoid greenwashing or SSE-washing? What are the impacts of taking climate change into account in the European Central Bank's monetary policy?

## SPEAKERS

**Thierry DÉAU**, Meridiam  
**Antoine FLAMARION**, Tikehau Capital  
**Sabine MAUDERER**, Bundesbank  
**Eric PINON**, French Association of Invest Management

## COORDINATED BY

**Céline GIMET**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Nicolas BEYTOUT**, L'Opinion

## SESSION 23

## Reinstalling intermediary bodies in their rightful place back

## AMPHI 3

Intermediary bodies are an indispensable link with civil society. Trade unions, political parties, associations, economic, social and environmental councils, consular chambers, commercial tribunals, industrial tribunals... allow the existence of a representation of economic and social interests, alongside the traditional political representation based on universal suffrage. They constitute channels for expressing the will of the people, an intermediary between the people and the political power, and are therefore one of the essential links of democracy via claims, proposals, and interpellations. In this respect, the weakness of intermediary bodies can be a factor of disillusionment for citizens who struggle to make their voices heard and do not feel represented.

In a context of social tensions and successive crises (health, social, economic, political), and of permanent mutation (social transformations, technological evolution), one can wonder about the role played by intermediary bodies.

## SPEAKERS

**Véronique BÉDAGUE**, Nexity  
**Reiner HOFFMANN**, German Trade Union  
**Patrick MARTIN**, MEDEF  
**Yves VEYRIER**, Force Ouvrière

## COORDINATED BY

**Nathalie CHUSSEAU**, Invited by Le Cercle des économistes

## SESSION 24

## Regulating GAFAMs

## AMPHI 4

Even though the structuring role and weight of the GAFAMs have been growing for several years, the complaints against them are multiplying. This is evidenced by the complaints lodged against Facebook and Google, with the main charge of hindering competition. Faced with the anti-competitive practices of these digital giants, what regulation should be put in place? The answer is far from obvious, given the nature of these companies, whose economic and political weight is major. The GAFAMs are in fact evolving extremely rapidly and benefit from very significant network externalities. These specificities are difficult to reconcile with the long time frame of competition law and regulation. This session will review the various regulatory options, including taxation, dismantling, fines and financial penalties, the Digital Services Act and Digital Market Act, etc.

## SPEAKERS

**Matthieu COURTECUISSÉ**, SIA Partners  
**Laurence DEVILLERS**, LIMSI-CNRS  
**Ramon FERNANDEZ**, Orange  
**Sophie NERBONNE**, CNIL

## COORDINATED BY

**Valérie MIGNON**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT 6

## Gouverner avec la dette

## AMPHI 2

La forte augmentation des dettes publiques après la grande crise financière ainsi que la crise de la Covid-19, et, potentiellement, avec la guerre en Ukraine, s'est accompagnée d'une atténuation des inquiétudes concernant la soutenabilité des dettes des États. La faiblesse des taux d'intérêt, elle-même due à la conjonction de facteurs structurels de long terme et de l'action des banques centrales, explique cet apparent paradoxe. Comment alors piloter les choix budgétaires dans cet environnement totalement nouveau ? Peut-on, en zone euro, avoir une même règle budgétaire pour tous les pays ? La politique budgétaire peut-elle absorber tous les chocs « quoi qu'il en coûte » ? Quel degré de prudence appliquer alors que la demande de dépenses et d'investissements publics (en particulier pour la transition environnementale) augmente fortement ? Doit-on craindre que la dominance fiscale se substitue à la dominance monétaire remettant en cause l'indépendance de la banque centrale dans un contexte de pressions inflationnistes ?

## INTERVENANTS

**Sarah CARLSON**, Moody's  
**Pierre-Olivier GOURINCHAS**, Fonds Monétaire International  
**Olivier KLEIN**, BRED-HEC  
**Vera SONGWE**, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique

## COORDINATION

**Philippe MARTIN**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT 7

## Réconcilier économie et politique

## AMPHI 4

D'aucuns n'ont pas manqué de relever le contraste entre certains pays comme la France et d'autres pays développés en matière de relation entre économistes et décideurs politiques. En France par exemple, le sentiment est que l'on fait surtout appel aux universitaires au moment des élections, pour nourrir les programmes, mais que pour gérer les affaires publiques et décider de la politique économique on s'en remet davantage aux administrateurs et aux technocrates. De même, il n'est jamais arrivé qu'un gouverneur de la Banque de France soit choisi parmi les universitaires. Par contre, en Grande Bretagne ou aux Etats-Unis les gouverneurs de Banque Centrale sont presque toujours des universitaires. Pourquoi cette séparation entre penseurs économiques et décideurs économiques dans notre pays ? Dans quelle mesure cette séparation est-elle une conséquence de la séparation entre universités et grandes écoles ? Dans quel mesure le système des grandes écoles, couplé à celui des grands corps, favorise-t-il une connivence entre décideurs politiques et dirigeants de grandes entreprises ? Comment repenser le système de formation des élites ? Comment réconcilier des réformes économiques qui nécessitent du temps long avec les horizons plus courts des décideurs politiques ?

## INTERVENANTS

**Antoine FRÉROT**, Veolia  
**Ross McINNES**, Safran  
**Edouard PHILIPPE**, Ancien Premier Ministre, France

## COORDINATION

**Philippe AGHION**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 6

## Governing with the debt

## AMPHI 2

The sharp increase in public debts after the great financial crisis as well as the Covid-19 crisis, and potentially with the war in Ukraine, has been accompanied by an easing of concerns about the sustainability of state debts. Low interest rates, itself due to a combination of long-term structural factors and central bank action, explain this apparent paradox. How then can budgetary choices be steered in this totally new environment? Is it possible to have the same budgetary rule for all countries in the euro area? Can fiscal policy absorb all shocks "whatever it takes"? What degree of prudence should be applied when the demand for public spending and investment (in particular for environmental transition) is rising sharply? Should we fear that fiscal dominance will replace monetary dominance, calling into question the independence of the central bank in a context of inflationary pressures?

## SPEAKERS

**Sarah CARLSON**, Moody's  
**Pierre-Olivier GOURINCHAS**, International Monetary Fund  
**Olivier KLEIN**, BRED-HEC  
**Vera SONGWE**, United Nations Under-Secretary-General and Executive Secretary of the Economic Commission for Africa

## COORDINATED BY

**Philippe MARTIN**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 7

## Reconciling economics and politics

## AMPHI 4

The contrast between countries such as France and other developed countries in the relationship between economists and policy makers has been noted. In France, for example, there is a feeling that academics are mainly called upon at election time to feed into programmes, but that administrators and technocrats are relied upon more to manage public affairs and decide on economic policy. Similarly, it has never happened that a governor of the Bank of France was chosen from among academics. By contrast, in Britain and the United States, central bank governors are almost always academics. Why this separation between economic thinkers and economic decision makers in our country? To what extent is this separation a consequence of the separation between universities and grandes écoles? To what extent does the system of Grandes Ecoles, coupled with that of the Grand Corps, favour collusion between political decision-makers and leaders of large companies? How can we rethink the system of training elites? How can we reconcile economic reforms that require a long timeframe with the shorter timeframes of political decision-makers?

## SPEAKERS

**Antoine FRÉROT**, Veolia  
**Ross McINNES**, Safran  
**Edouard PHILIPPE**, Former Prime Minister, France

## COORDINATED BY

**Philippe AGHION**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT 8

Les biens communs au XXI<sup>e</sup> siècle

## AMPHI 1

Il y a une évolution de la nature et de l'importance des biens communs dans ce XXI<sup>e</sup> siècle qui ne cesse de subir des chocs, des incertitudes et même des tragédies.

Le terme de biens communs est très souvent utilisé par les économistes mais dans des acceptions différentes. Pour nous, nous le définirons comme une ressource en accès partagé nécessaire au développement de chacun et chacune d'entre nous aujourd'hui et pour les générations futures.

Pensons d'abord à la qualité de l'eau et de l'air, mais aujourd'hui il faut évidemment rajouter la maîtrise du climat, la lutte contre les pandémies, la gestion des terres arables non exploitées, le développement de l'éducation pour tous. Nous retrouvons là la définition du progrès de François Perroux, « nourrir les Hommes, soigner les Hommes, éduquer les Hommes ».

Aussi, au-delà de la définition, nous nous interrogerons, à partir de la situation présente, sur les instruments multilatéraux et nationaux, sur les financements publics et privés, sur la mise en commun des progrès scientifiques qu'il faut mettre en œuvre pour redonner un vrai sens à l'évolution positive du Monde.

## INTERVENANTS

**Ilham KADRI**, Solvay  
**Jean-Bernard LEVY**, EDF  
**Agnès PANNIER-RUNACHER**, Ministre de la Transition Énergétique, France  
**Philippe WAHL**, Groupe La Poste

## COORDINATION

**Jean-Hervé LORENZI**, Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

## DEBATE 8

Common goods in the 21<sup>st</sup> century

## AMPHI 1

There is an evolution in the nature and importance of the commons in the 21<sup>st</sup> century, which is full of shocks, uncertainties and even tragedies.

The term common goods is often used by economists, but in different ways. For us, we will define it as a resource with shared access necessary for the development of each and every one of us today and for future generations.

Let us think first of all of the quality of water and air, but today we must obviously add climate control, the fight against pandemics, the management of unused arable land and the development of education for all. Here we find François Perroux's definition of progress, "feeding people, caring for people, educating people". Therefore, beyond the definition, we will consider, based on the current situation, the multilateral and national instruments, public and private funding, and the pooling of scientific progress that must be implemented to give real meaning to the positive evolution of the World.

## SPEAKERS

**Ilham KADRI**, Solvay  
**Jean-Bernard LEVY**, EDF  
**Agnès PANNIER-RUNACHER**, Minister of Energy, France  
**Philippe WAHL**, La Poste Group

## COORDINATED BY

**Jean-Hervé LORENZI**, President of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

## SESSION 25

## Les entreprises, essentielles au bien-être des sociétés

## AMPHI 1

L'entreprise est un acteur de plus en plus incontournable dans les économies contemporaines, car elle se situe au croisement d'un nombre croissant d'intérêts divers. Elle n'est plus simplement le lieu où se rencontrent, voire s'affrontent, capital et travail, et ses décisions, sa stratégie, son comportement affectent l'ensemble de la société. Ces divergences s'expriment sur le plan juridique avec les contradictions entre d'une part la loi Pacte qui prône un « intérêt social », et d'autre part l'article 1833 du Code civil qui impose que chaque société soit constituée dans l'intérêt commun de ses associés. Cette ambiguïté est au cœur de l'opposition entre « l'entreprise à mission » et « l'entreprise à la Friedman ». Alors, quel bilan dresser de ces deux conceptions ? Répondent-elles au bien-être de la société dans son ensemble ?

Les entreprises dégagent des externalités négatives sur le bien-être et sur leur environnement. Qui doit prendre en compte celles-ci et comment ? Toutes ces questions appellent des réponses, à la fois sur le plan juridique, sur le plan de la gouvernance des entreprises et de ses organes de représentation, sur le plan des valeurs pour faire de l'entreprise une force irrésistible au service du bien commun.

## INTERVENANTS

**Stéphane DEDEYAN**, CNP Assurances  
**Bertrand DUMAZY**, Edenred  
**Nicolas GOMART**, Groupe Matmut  
**Hong HOANG**, Change  
**Olivier JAILLON**, Wakam  
**Hervé MONTJOTIN**, Socotec

## COORDINATION

**Bertrand JACQUILLAT**, Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Marie VISOT**, Le Figaro

## SESSION 26

## Les nouveaux secteurs pour produire demain

## AMPHI 2

À la suite de la pandémie des transformations en profondeur sont indispensables dans les modes de vie, les modes de production, les modes de gouvernance mais aussi de la mondialisation. Plusieurs centaines de milliers d'emplois vont être créés d'ici 2025 dans plusieurs secteurs d'activité parmi lesquels on peut citer le secteur des services à la personne, celui de l'éducation où près de 300 000 postes devront être créés, mais aussi le secteur de la santé qui devrait déboucher sur la création de plusieurs milliers de postes, l'informatique et les nouvelles technologies qui seront les stars des secteurs porteurs et toutes les entreprises auront besoin de profils issus de ce secteur et, enfin, les métiers de l'environnement qui auront besoin de professionnels qualifiés en particulier avec l'économie circulaire, les énergies renouvelables sans oublier le traitement des déchets et la rénovation énergétique des bâtiments, les transports et l'agriculture biologique près de 500 000 emplois sont envisagés. Pour tous ces secteurs, de nouveaux modes de management seront en outre indispensables avec une stimulation constante de l'innovation, un apport majeur pour diminuer le déficit commercial mais aussi une redéfinition du rôle des pouvoirs publics.

## INTERVENANTS

**Jacques ASCHENBROICH**, Valeo  
**Ming-Po CAI**, Cathay Capital  
**Nicolas DUBOURG**, ISALT Gestion  
**Fatma MARRAKCHI CHARFI**, Laboratoire d'Intégration Economique Internationale

## COORDINATION

**Jean PISANI-FERRY**, Le Cercle des économistes

## SESSION 27

## Les banques centrales au cœur du verdissement de l'économie

## AMPHI 3

Les besoins de financement pour le verdissement sont massifs. Comment le système financier doit-il y répondre ? Les marchés de ces financements peuvent-ils s'organiser spontanément ? Quel sera le rôle des superviseurs pour assurer une adaptation ordonnée et efficace des institutions financières ? Quels sont les risques financiers liés à la transition vers une économie bas carbone ? Les banques centrales ne peuvent pas être le deus ex machina de la transition climatique. Les politiques publiques à mener dans ce domaine relèvent d'abord de la responsabilité des Parlements et Gouvernements. Pour autant, le verdissement (ou son absence) va directement ou indirectement affecter la stabilité monétaire et financière, et donc la conduite de la politique monétaire. Quel sera l'impact du verdissement ou d'une taxe carbone sur l'inflation, l'activité et la productivité ? Quelle conséquence sur le taux d'intérêt d'équilibre ? Quelle adaptation des instruments et des opérations de politique monétaire ?

## INTERVENANTS

**Lorenzo BINI SMAGHI**, Société Générale  
**Jézabel COUPPEY-SOUBEYRAN**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
**Marouane EL ABASSI**, Banque Centrale de Tunisie  
**Olivier NICOLAS**, LCL  
**Lucrezia REICHLIN**, London Business School  
**Isabel SCHNABEL**, Banque Centrale Européenne

## COORDINATION

**Olivier GARNIER**, Invité par Le Cercle des économistes / AFSE

## SESSION 28

## L'innovation au service des sociétés

## AMPHI 4

Le progrès est parfois perçu négativement du fait des transformations, parfois brutales, qu'il insuffle. Il en va ainsi de l'intelligence artificielle (IA) qui exige une régulation publique pour des raisons d'éthique. L'innovation et le progrès sont toutefois considérés comme une nécessité pour réinventer nos sociétés et améliorer nos modes de production, notamment lorsque nous sommes confrontés à des changements d'ampleur tel que le réchauffement climatique, la raréfaction des ressources ou encore l'accroissement des inégalités. De même, les enjeux de réindustrialisation, de relocalisation et d'autonomie stratégique sont étroitement liés à l'innovation et à la décarbonation des économies. Qu'il s'agisse de fléchir les secteurs où innover ou de promouvoir le développement de certaines technologies, l'impulsion à donner à l'innovation est cruciale. Quels acteurs ont la responsabilité de promouvoir ou encadrer le progrès ? Quels secteurs de notre économie privilégier ? Doit-on concentrer les aides publiques sur la recherche en soi ou l'impulser par l'aval ? Doit-on la cibler sur les facteurs de production ou bien continuer à aider directement les entreprises avec les effets pervers désormais bien documentés (aubaine, distorsion de concurrence...) ? Quel meilleur parti peut-on tirer des effets contradictoires des nouvelles technologies pour la population ?

## INTERVENANTS

**Adam COHEN**, Google Inc.  
**Sylvain DURANTON**, Boston Consulting Group  
**GAMMA**  
**François GABART**, Navigateur  
**Angélique GÉRARD**, Women in Africa  
**Linda HAN**, Huawei France  
**Vincent ROUAIX**, Inetum

## COORDINATION

**El Mouhoub MOUHOUD**, Le Cercle des économistes



## SESSION 25

**Businesses, essential to the well-being of societies**

## AMPHI 1

The company is an increasingly important player in contemporary economies, as it is at the crossroads of a growing number of diverse interests. It is no longer simply the place where capital and labour meet, or even clash, and its decisions, strategy and behaviour affect the whole of society. These divergences are expressed at the legal level with the contradictions between, on the one hand, the Pact law which advocates a 'social interest' and, on the other hand, Article 1833 of the Civil Code which requires that each company be formed in the common interest of its partners. This ambiguity is at the heart of the opposition between the "Friedman company" and the "company with a mission". What is the assessment of these two conceptions? Do they respond to the well-being of society as a whole? Companies generate negative externalities on well-being and on their environment. Who should take these into account and how? All these questions call for answers, both in legal terms, in terms of corporate governance and its representative bodies, and in terms of values, in order to make the company an irresistible force for the common good.

## SPEAKERS

**Stéphane DEDEYAN**, CNP Assurances  
**Bertrand DUMAZY**, Edenred  
**Nicolas GOMART**, Matmut Group  
**Hong HOANG**, Change  
**Olivier JAILLON**, Wakam  
**Hervé MONTJOTIN**, Socotec

## COORDINATED BY

**Bertrand JACQUILLAT**, Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Marie VISOT**, Le Figaro

## SESSION 26

**New sectors to produce tomorrow**

## AMPHI 2

Following the pandemic, in-depth transformations are essential in lifestyles, modes of production, and modes of governance, but also in globalization. Several hundred thousand jobs will be created between now and 2025 in several sectors of activity, including the personal services sector, the education sector, where nearly 300,000 jobs will have to be created, and the health sector, which should lead to the creation of several thousand jobs, IT and new technologies will be the stars of the growth sectors and all companies will need profiles from this sector and, finally, the environmental professions will need qualified professionals, particularly with the circular economy, renewable energies, without forgetting waste treatment and the energy renovation of buildings, transport and organic farming, where nearly 500,000 jobs are envisaged. For all these sectors, new management methods will also be essential with a constant stimulation of innovation, a major contribution to reduce the trade deficit but also a redefinition of the role of public authorities.

## SPEAKERS

**Jacques ASCHENBROICH**, Valeo  
**Ming-Po CAI**, Cathay Capital  
**Nicolas DUBOURG**, ISALT Gestion  
**Fatma MARRAKCHI CHARFI**, International Economic Integration Laboratory

## COORDINATED BY

**Jean PISANI-FERRY**, Le Cercle des économistes

## SESSION 27

**Central banks at the heart of the greening of the economy**

## AMPHI 3

The financing needs for greening are massive. How should the financial system respond? Can the markets for this financing be organised spontaneously? What will be the role of supervisors in ensuring an orderly adaptation of financial institutions? What are the financial risks associated with the transition to a low-carbon economy? Central banks cannot be the deus ex machina of the climate transition. Public policies in this area are primarily the responsibility of parliaments and governments. However, greening (or the lack of it) will directly or indirectly affect monetary and financial stability, and therefore the conduct of monetary policy: what impact will greening or a carbon tax have on inflation, activity and productivity?

## SPEAKERS

**Lorenzo BINI SMAGHI**, Société Générale  
**Jézabel COUPPEY-SOUBEYRAN**, Paris 1 Panthéon-Sorbonne University  
**Marouane EL ABASSI**, Central Bank of Tunisia  
**Olivier NICOLAS**, LCL  
**Lucrezia REICHLIN**, London Business School  
**Isabel SCHNABEL**, European Central Bank

## COORDINATED BY

**Olivier GARNIER**, Invited by Le Cercle des économistes / AFSE

## SESSION 28

**Innovation at the service of companies**

## AMPHI 4

Following the pandemic, in-depth transformations are essential in lifestyles, modes of production, modes of governance and also globalisation. Several hundred thousand jobs will be created between now and 2025 in several sectors of activity, including the personal services sector, the education sector, where almost 300,000 jobs will have to be created, and the health sector, which should lead to the creation of several thousand jobs, IT and new technologies will be the stars of the growth sectors and all companies will need profiles from this sector and, finally, the environmental professions will need qualified professionals, particularly with the circular economy, renewable energies, without forgetting waste treatment and the energy renovation of buildings, transport and organic farming, where almost 500,000 jobs are envisaged. For all these sectors, new management methods will also be essential, with constant stimulation of innovation, a major contribution to reducing the trade deficit, but also a redefinition of the role of public authorities.

## SPEAKERS

**Adam COHEN**, Google Inc.  
**François GABART**, Skipper  
**Angélique GÉRARD**, Women In Africa  
**Linda HAN**, Huawei France  
**Vincent ROUAIX**, Inetum  
**Sylvain Duranton**, Boston Consulting Group  
**GAMMA**

## COORDINATED BY

**El Mouhoub MOUHOUD**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT 9

## Les entreprises à mission, moteur d'un nouveau capitalisme

## AMPHI 2

Introduite en 2019 par la loi PACTE, la qualité de « société à mission » permet à une entreprise d'affirmer une raison d'être qui dépasse ses traditionnels objectifs financiers de croissance et de bénéfices. Les enjeux sociaux, environnementaux ou de bien-être au travail peuvent désormais être inscrits dans les statuts de l'entreprise, qui met alors en place un organisme indépendant pour certifier que son engagement est suivi d'effets. Trois ans après le vote de la loi, qu'en est-il des « sociétés à mission » ? Sont-elles nombreuses à avoir franchi le pas ? Ont-elles réellement modifié leurs comportements et, ce faisant, leurs relations avec leurs employés, investisseurs et clients ? Très clairement, l'adoption de nouvelles missions peut participer à améliorer l'image interne et externe d'une entreprise mais est-elle susceptible de faire plus ? Plus généralement, le capitalisme de demain sera-t-il plus juste et inclusif grâce aux entreprises ?

## INTERVENANTS

**Alexandre BOMPARD**, Groupe Carrefour  
**Pascal DEMURGER**, Maif  
**Clarisse KOPFF**, Allianz Trade  
**Catherine McKENNA**, Ancienne ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Canada  
**Bris ROCHER**, Groupe Rocher  
**Jean-Dominique SENARD**, Groupe Renault

## COORDINATION

**Hippolyte d'ALBIS**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT 10

## Afrique-Europe, une nouvelle dynamique

## AMPHI 4

Dans la période récente, l'Europe et l'Afrique ont multiplié les Sommets et autres rencontres entre les deux continents. Avec l'ambition d'un partenariat renouvelé, mais aussi le sentiment, exprimé ou latent, d'incompréhensions et de malentendus. La crise sanitaire illustre bien la difficulté de faire vivre concrètement l'exigence de solidarité, avec la question du transfert Nord-Sud des vaccins et les discussions sur la libéralisation des brevets. La guerre en Ukraine fait naître un autre besoin de solidarité Europe/Afrique, car le continent africain va être particulièrement touché par le choc énergétique mais surtout par le choc sur les prix alimentaires, avec à la clef des risques de famine, « d'émeutes de la faim »... L'Europe saura-t-elle aider l'Afrique à relever les nouveaux défis ? Comment l'invasion de l'Ukraine va-t-elle modifier la « concurrence » entre l'Europe, la Chine et la Russie en Afrique ? Cette dernière va-t-elle enfin trouver la place qui lui revient dans l'esquisse d'une nouvelle gouvernance mondiale ?

## INTERVENANTS

**Serge EKUE**, Banque Ouest Africaine de Développement  
**Cheikh KANTÉ**, Ministre, Envoyé spécial du Président, Sénégal  
**Oulimata SARR**, ONU Femmes Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale  
**Lionel ZINSOU**, SouthBridge & Terra Nova

## COORDINATION

**Christian de BOISSIEU**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 9

## Mission-driven companies, the engine of a new capitalism

## AMPHI 2

Introduced in 2019 by the PACTE law, the status of "mission-driven companies" allows a company to assert a raison d'être that goes beyond its traditional financial objectives of growth and profits. Social, environmental or well-being at work issues can now be included in the company's articles of association, which then sets up an independent body to certify that its commitment is followed through. Three years after the law was passed, what has become of the "mission-driven companies"? Have many of them taken the plunge? Have they really changed their behaviour and, in so doing, their relations with their employees, investors and clients? Clearly, the adoption of new missions can help improve the internal and external image of a company, but is it likely to do more? More generally, will tomorrow's capitalism be more just and inclusive thanks to business?

## SPEAKERS

**Alexandre BOMPARD**, Carrefour Group  
**Pascal DEMURGER**, Maif  
**Clarisse KOPFF**, Allianz Trade  
**Catherine McKENNA**, Former Minister of Infrastructure and Communities, Canada  
**Bris ROCHER**, Groupe Rocher  
**Jean-Dominique SENARD**, Renault Group

## COORDINATED BY

**Hippolyte d'ALBIS**, Le Cercle des économistes

## DEBATE 10

## Africa-Europe, a new dynamic

## AMPHI 4

In the recent period, Europe and Africa have multiplied summits and other meetings between the two continents. With the ambition of a renewed partnership, but also the feeling, expressed or latent, of misunderstandings and misconceptions. The health crisis clearly illustrates the difficulty of putting the demand for solidarity into practice, with the question of the North-South transfer of vaccines and the discussions on patent liberalization. The war in Ukraine has created another need for Europe/Africa solidarity, because the African continent will be particularly affected by the energy shock, but above all by the shock on food prices, with the risk of famine, "hunger riots"... Will Europe be able to help Africa meet the new challenges? How will the invasion of Ukraine change the "competition" between Europe, China and Russia for African land? Will Africa finally find its rightful place in the outline of a new global governance?

## SPEAKERS

**Serge EKUE**, West African Development Bank  
**Cheikh KANTÉ**, Minister, Special Envoy of the President, Senegal  
**Oulimata SARR**, UN Women West and Central Africa  
**Lionel ZINSOU**, SouthBridge & Terra Nova

## COORDINATED BY

**Christian de BOISSIEU**, Le Cercle des économistes

## SESSION 29

## Transformer nos cadres de vie

## AMPHI 1

Où vivrons-nous demain ? Et surtout comment et dans quelles conditions ? Environ 54 % de la population mondiale aujourd'hui vit en milieu urbain et près de 70 % devrait y vivre en 2050. L'espace urbain est devenu le milieu dominant des êtres humains, offrant services, offre culturelle, opportunités économiques mais générant en même temps pollution, perte de biodiversité, stress, anxiété. Révélées ou accélérées par la crise sanitaire, plusieurs tendances se dessinent, facilitées par la technologie numérique : aspiration à vivre dans des villes à taille humaine, nouvelle attractivité des territoires, mais aussi redécouverte des vertus de la nature en milieu urbain.

Tout cela nous amène à repenser les environnements de vie dans lesquels nous évoluons. Quelle sera la ville de demain ? Comment penser une urbanisation fonctionnelle et inclusive, respectueuse des individus et de la nature tout à la fois ? Comment accompagner les territoires qui expérimentent des solutions locales innovantes ?

## INTERVENANTS

**Arnaud GANGLOFF**, Kea Partners  
**Catherine GUILLOUARD**, Groupe RATP  
**Jean-Marc JESTIN**, Klépierre  
**Rony KARAM**, Fondation Libanaise pour les Energies Renouvelables

## COORDINATION

**Ariel MENDEZ**, Invitée par Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Bruna BASINI**, Le Journal du Dimanche

## SESSION 30

## Emploi, les entreprises garantes de la formation

## AMPHI 2

Avant même la pandémie de Covid-19 le marché du travail subissait déjà des ajustements dus aux changements technologiques, à la mondialisation, au vieillissement de la population et à la transition vers une économie à faible émission de carbone. Dans ce contexte, il est plus important que jamais d'offrir des possibilités de requalification et d'amélioration des compétences pour permettre à nos sociétés dans leur ensemble de tirer parti de ces transformations.

Les entreprises sont à la source des besoins et des opportunités de qualification des adultes. Pourtant, durant la crise, la part des salariés ayant bénéficié d'une formation a baissé pour la première fois depuis une décennie. Par ailleurs, toutes les entreprises n'ont pas la capacité ni les moyens d'organiser de manière efficace ces opportunités pour leurs employés. Même parmi les plus grandes entreprises, l'intérêt à former ceux qui en ont le plus besoin est parfois jugé faible. Les politiques publiques ont dès lors un rôle essentiel à jouer afin de faire émerger une véritable culture de la formation, tout en contribuant à réduire les barrières informationnelles, organisationnelles et financières qui freinent son essor.

## INTERVENANTS

**Marc FERRACCI**, Université Paris-Panthéon-Assas  
**Florence LUSTMAN**, Fédération Française de l'Assurance  
**Christian SCHMIDT de LA BRÉLIE**, Klesia  
**Benoît TESTE**, Fédération Syndicale Unitaire

## COORDINATION

**Stéphane CARCILLO**, Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Fanny GUINOCHET**, Franceinfo

## SESSION 31

## La fiscalité, enjeu démocratique

## AMPHI 3

La fiscalité est l'expression d'une volonté politique, d'un contrat social, d'une idée qu'un groupe d'individus se fait de son destin, et des moyens qu'elle se donne pour l'atteindre. Essentiellement développé au niveau des nations jusqu'ici, la mise en place d'un impôt sur les sociétés mondial en 2021 marque une étape importante, symbole appliqué d'un sentiment commun international. Toutefois, la réalité de l'impôt et des taxes reste le dur revers de la médaille. Perçu souvent comme au moins un mal nécessaire, il devient parfois un « injuste », à l'encontre d'une politique redistributive qu'il est censé exprimer, il vient accroître les inégalités. Des inégalités au niveau national, entre ceux qui disposent de patrimoine et ceux dont les revenus proviennent essentiellement du travail par exemple. Mais aussi au niveau international avec des groupes mondiaux qui semblent encore échapper à leur devoir fiscal. N'occultons pas l'importance de la fiscalité pour la démocratie, et le danger de mauvaise perception ou application. La fiscalité est-elle aujourd'hui un « triomphe de l'injustice » ? Comment rendre la taxation plus progressive ? Faut-il mieux taxer les héritages ? Comment lutter contre les paradis fiscaux ? L'impôt sur les sociétés mondial est-il trop bas pour être efficace ?

## INTERVENANTS

**Michel CICUREL**, Fondateur & Président exécutif, Michel Cicurel Conseil  
**Edna JAIME**, Mexico Evalua  
**Bernard SANANES**, Elabe

## COORDINATION

**Bertrand BADRÉ**, Invité par Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Jérôme CHAPUIS**, La Croix

## SESSION 32

## L'évolution des relations États-Unis - Chine

## AMPHI 4

Prenons la mesure des deux géants, en compétition frontale pour le leadership mondial. Les États-Unis pour le garder et la Chine pour l'exercer avant la fin du demi-siècle. Et à la suite des sanctions américaines, la Chine travaille pour acquérir une indépendance aussi forte que possible dans les microprocesseurs et la finance par exemple.

L'Union européenne, incapable d'assurer sa propre défense et soumise aux États-Unis, s'est révélée démunie face à l'agression de l'Ukraine par la Russie. Alors que Henry Kissinger appelait à la constitution d'un Nouvel Ordre Géostratégique Européen (NOGE) incluant la Russie, dans les années 1990, l'UE n'a pas su ou pu peser face aux États-Unis pour créer ce NOGE au XXI<sup>e</sup> siècle.

Alors, entre concurrence et coopération, comment les relations sino-américaines impactent-elles l'ordre mondial ? Quelle est la place de l'Europe dans ce duopole, ce dernier agité par l'agressivité russe ? Doit-elle prendre parti ou peut-elle proposer une alternative ? Nouvelles routes de la soie, protectionnisme américain, faiblesse de l'UE dans l'énergie et le numérique : quelle est la place de l'Europe ? Faut-il et peut-on encore construire une Europe puissance pour éviter l'écrasement par les deux géants ou par la Russie ?

## INTERVENANTS

**Philippe ETIENNE**, Ambassadeur de France aux États-Unis  
**Jason FURMAN**, Harvard Kennedy School  
**Saori KATADA**, Université de Californie du Sud  
**Dominique MOÏSI**, Institut Français des Relations Internationales  
**Jean-Pierre RAFFARIN**, Ancien Premier Ministre, France

## COORDINATION

**Christian SAINT-ÉTIENNE**, Le Cercle des économistes

## SESSION 29

## Transforming our living conditions

## AMPHI 1

Where will we live tomorrow? And above all how and under what conditions? Around 54% of the world's population lives in urban areas today and almost 70% are expected to do so by 2050. Urban space has become the dominant environment for human beings, offering services, cultural offerings and economic opportunities, but at the same time generating pollution, loss of biodiversity, stress and anxiety. Revealed or accelerated by the health crisis, several trends are emerging, facilitated by digital technology: the desire to live in cities on a human scale, the new attractiveness of territories, but also the rediscovery of the virtues of nature in an urban environment.

All this leads us to rethink the living environments in which we evolve. What will the city of tomorrow be like? How can we think of a functional and inclusive urbanisation that respects both individuals and nature? How can we support territories that are experimenting with innovative local solutions?

## SPEAKERS

**Arnaud GANGLOFF**, Kea Partners  
**Catherine GUILLOUARD**, RATP Group  
**Jean-Marc JESTIN**, Klépierre  
**Rony KARAM**, The Lebanese Foundation for Renewable Energy

## COORDINATED BY

**Ariel MENDEZ**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Bruna BASINI**, Le Journal du Dimanche

## SESSION 30

## Employment, companies as guarantors of training

## AMPHI 2

Even before the Covid-19 pandemic, the labour market was undergoing adjustments due to technological change, globalisation, population ageing and the transition to a low-carbon economy. In this context, it is more important than ever to provide opportunities for re-skilling and upskilling to enable our societies as a whole to benefit from these transformations.

Companies are the source of adult qualification needs and opportunities. Yet, during the crisis, the proportion of employees who received training fell for the first time in a decade. Moreover, not all companies have the capacity or the means to organise these opportunities effectively for their employees. Even among the largest companies, interest in training those who need it most is sometimes considered low. Public policies therefore have a key role to play in developing a genuine training culture, while helping to reduce the informational, organisational and financial barriers that hinder its development.

## SPEAKERS

**Marc FERRACCI**, University Paris-Panthéon-Assas  
**Florence LUSTMAN**, French Insurance Federation  
**Christian SCHMIDT de LA BRÉLIE**, Klesia  
**Benoît TESTE**, Unitary Trade Union Federation

## COORDINATED BY

**Stéphane CARCILLO**, Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Fanny GUINOCHET**, Franceinfo

## SESSION 31

## Taxation, a democratic issue

## AMPHI 3

Taxation is the expression of a political will, of a social contract, of an idea that a group of individuals has of its destiny, and of the means it gives itself to achieve it. Essentially developed at the level of nations until now, the introduction of a global corporate tax in 2021 marks an important step, an applied symbol of a common international feeling.

However, the reality of taxes remains the harsh underside of the coin. Often perceived as at least a necessary evil, it sometimes becomes an "unfair", against the redistributive policy it is supposed to express, it increases inequalities. Inequalities at the national level, between those who have assets and those whose income comes essentially from work, for example. But also at the international level with global groups that still seem to escape their tax obligations.

Let us not hide the importance of taxation for democracy, and the danger of misperception or misapplication. Is taxation today a "triumph of injustice"? How can taxation be made more progressive? Should inheritances be better taxed? How can we fight against tax havens? Is the global corporate tax too low to be effective?

## SPEAKERS

**Michel CICUREL**, Founder & CEO, Michel Cicurel Conseil  
**Edna JAIME**, Mexico Evalua  
**Bernard SANANES**, Elabe

## COORDINATED BY

**Bertrand BADRÉ**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Jérôme CHAPUIS**, La Croix

## SESSION 32

## The evolution of the USA and China's relations

## AMPHI 4

It is necessary to take the measure of the two giants, in head-on competition for world leadership. The United States to keep it and China to exercise it before the end of the half-century. And following the American sanctions, China is working to acquire as much independence as possible in microprocessors and finance, for example.

The European Union, unable to defend itself and subservient to the United States, has proved helpless in the face of Russia's aggression in Ukraine. While Henry Kissinger called for the creation of a New European Geostrategic Order (NEGO) including Russia in the 1990s, the European Union has not been able, willing or able to influence the United States to create this NEGO in the 21st century.

So, between competition and cooperation, how do Sino-American relations impact the world order? What is Europe's place in this duopoly shaken by Russian aggressiveness? Should it take sides or can it propose an alternative? New Silk Roads, American protectionism, the EU's weakness in energy and digital technology: what is Europe's place? Is it still necessary and possible to build a powerful Europe to avoid being crushed by the two giants or by Russia?

## SPEAKERS

**Philippe ETIENNE**, French ambassador in United-States  
**Jason FURMAN**, Harvard Kennedy School  
**Saori KATADA**, South California University  
**Dominique MOÏSI**, French Institute of International relations  
**Jean-Pierre RAFFARIN**, Former Prime Minister, France

## COORDINATED BY

**Christian SAINT-ÉTIENNE**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT II

## Rééquilibrer le mix énergétique

## AMPHI 2

Décarboner l'économie européenne à l'horizon 2050... La tâche est immense, mais l'objectif est impératif et sera structurant pour nos sociétés ! Plus que jamais, les évolutions devront être pensées à l'échelle de l'Europe, qui est un continent interconnecté, même si les solutions pourront être variées selon les territoires, en fonction des réalités géographiques et des choix des Etats.

Si certaines directions font consensus – un impératif d'efficacité énergétique, une électrification accrue, le besoin de gaz décarbonés pour des usages difficiles à électrifier – les rôles respectifs des différentes énergies seront à préciser, dans un contexte où les coûts relatifs des énergies évoluent très vite et où des ruptures technologiques sont possibles. L'enjeu sera in fine d'assurer une décarbonation qui garantisse la sécurité d'approvisionnement à tout moment et qui pèse le moins possible sur les coûts des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.

## INTERVENANTS

**Leila BENALI**, Ministre de la Transition énergétique et du Développement, Maroc

**Michał KURTYKA**, Ancien Ministre du Climat et de l'Environnement, Pologne, Ancien Président de la COP 24

**Marianne LAIGNEAU**, Enedis

**Patrick POUYANNÉ**, TotalEnergies

## COORDINATION

**Claire WAYSAND**, Le Cercle des économistes

## DÉBAT I2

## Se saisir des inégalités

## AMPHI 4

Le prix Nobel d'économie Robert Lucas, s'interrogeant sur la croissance et les inégalités dans le monde, concluait en 2003 : « Le potentiel d'amélioration de la vie des plus pauvres par les différents instruments de redistribution n'est rien en comparaison du potentiel apparemment infini d'augmentation de la production ».

Presque 20 ans après, ce discours, déjà controversé à l'époque, paraît bien daté, et la théorie implicite du ruissellement de la croissance qu'il exprime a perdu beaucoup de crédibilité. Les inégalités sont au cœur de l'économie politique des transformations du monde.

Notre débat portera d'abord sur les inégalités de revenu, de patrimoine, de qualité d'accès à la santé, à l'éducation, à la mobilité, de participation aux activités productives, de nature du travail... Ensuite, nous essaierons de voir en quoi les transformations du monde, dans leurs dimensions nationales, régionales et globales, sont susceptibles de creuser davantage les inégalités et lesquelles. Enfin, quelles politiques publiques engager pour que la transformation nécessaire des modes de vie et de production ne laisse pas une partie de la population au bord du chemin et pour assurer que chacun prenne une part active à la transformation et y trouve son compte ?

## INTERVENANTS

**Daron ACEMOGLU**, Massachusetts Institute of Technology

**Branko MILANOVIC**, Stone Center on Socio-Economic Inequality

**Gabriela RAMOS**, UNESCO

**Augustin de ROMANET**, Groupe ADP

**Sven SMIT**, McKinsey & Company

## COORDINATION

**Pierre JACQUET**, Le Cercle des économistes

## DEBATE II

## Rebalancing the energy mix

## AMPHI 2

Decarbonising the European economy by 2050... the task is immense, but the objective is imperative and will be structuring for our societies!

More than ever, developments will have to be thought out on the scale of Europe, which is an interconnected continent, even if the solutions may vary from one territory to another, depending on geographical realities and the choices made by States.

While there is consensus on certain directions – the need for energy efficiency, increased electrification, the need for decarbonised gases for uses that are difficult to electrify – the respective roles of the various energies will have to be clarified, in a context where the relative costs of energy are evolving very quickly and where technological breakthroughs are possible. The challenge will ultimately be to ensure that decarbonisation guarantees security of supply at all times and has the least possible impact on the costs of companies and the purchasing power of households.

## SPEAKERS

**Leila BENALI**, Minister of Energy Transition and Development, Morocco

**Michał KURTYKA**, Former Minister of Climate and Environment, Poland, Former COP 24 President

**Marianne LAIGNEAU**, Enedis

**Patrick POUYANNÉ**, TotalEnergies

## COORDINATED BY

**Claire WAYSAND**, Le Cercle des économistes

## DEBATE I2

## Tackling inequalities

## AMPHI 4

In 2003, the Nobel Prize-winning economist Robert Lucas, when discussing growth and inequality in the world, concluded: "The potential for improving the lives of the poorest people through the various instruments of redistribution is nothing compared to the seemingly infinite potential for increasing production".

Almost 20 years later, this speech, which was already controversial at the time, seems quite dated, and the implicit theory of trickle-down growth that it expresses has lost much credibility. The theme of inequality has become central to the political economy of world transformations.

Our debate will first focus on inequalities of income, wealth, quality of access to health, education, mobility, participation in productive activities, the nature of work, etc. We will then try to see in what way the transformations of the world, in their national, regional and global dimensions, are likely to increase inequalities, and which ones. Finally, what public policies should be implemented to ensure that the necessary transformation of lifestyles and production methods does not leave a part of the population by the wayside and to ensure that everyone takes an active part in the transformation and benefits from it?

## SPEAKERS

**Daron ACEMOGLU**, Massachusetts Institute of Technology

**Branko MILANOVIC**, Stone Center on Socio-Economic Inequality

**Gabriela RAMOS**, UNESCO

**Augustin de ROMANET**, ADP Group

**Sven SMIT**, McKinsey & Company

## COORDINATED BY

**Pierre JACQUET**, Le Cercle des économistes

**DIMANCHE 10 JUILLET**

**8H00 - 9H00**

**SESSION SPÉCIALE**

**Réinventer le Monde**

**AMPHI 1**

**INTERVENANTS**

**Charles MICHEL**, Président, Conseil européen  
**Bruno LE MAIRE**, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, France  
**Mohamed OULD EL GHAZAOUANI**, Président, Mauritanie  
**Macky SALL**, Président, Sénégal

**COORDINATION**

**Jean-Hervé LORENZI**, Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

**MODÉRATION**

**François LENGLET**, LCI

Programme complet sur [lesrencontreseconomiques.fr](https://lesrencontreseconomiques.fr)

**SUNDAY JULY 10<sup>TH</sup>**

**8:00AM - 9:00AM**

**SPECIAL SESSION**

**Reinventing the World**

**AMPHI 1**

**SPEAKERS**

**Charles MICHEL**, President, European Council  
**Bruno LE MAIRE**, Minister of Economy, Public finances and Industrial and numerical sovereignty, France  
**Mohamed OULD EL GHAZAOUANI**, President, Mauritania  
**Macky SALL**, President, Sénégal

**COORDINATED BY**

**Jean-Hervé LORENZI**, President of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

**MODERATED BY**

**François LENGLET**, LCI

Full programme on [lesrencontreseconomiques.fr/en](https://lesrencontreseconomiques.fr/en)



## SESSION 33

## S'approprier la Tech

## AMPHI 1

La technologie change nos façons de vivre, de travailler, de penser. Intelligence Artificielle, 5G, Big data, quantique, le progrès technologique promet milles merveilles, mais le ressenti dans la population est bien plus clivé entre ceux qui bénéficient de ces avancées, et au contraire les laissés pour compte de la « fracture numérique » qui n'y ont pas accès, pour des raisons économiques, sociales, générationnelles voire de confiance. L'enjeu de nos sociétés est ainsi de permettre à tous les individus de s'approprier les nouvelles technologies, mais sans les subir.

Alors, comment utiliser la Tech à bon escient pour faciliter la transformation des modes de vie ? La numérisation de la société permet-elle de lutter contre les inégalités ou les augmente-t-elle ? Dans quelle mesure la transition numérique peut-elle accompagner les individus dans la transition écologique ?

## INTERVENANTS

**Mahe CHEBBO**, Envision Group  
**Merouane DEBBAH**, Technology Innovation Institute Abu Dhabi  
**Olivier GIRARD**, Accenture  
**Jean-Luc ROBERT**, Kyriba  
**Melissa SCHOEB**, Nokia

## COORDINATION

**Anne-Sophie ALSIF**, Invitée par Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Alexandra BENSÄID**, France Inter

## SESSION 34

## Flécher l'épargne pour la croissance

## AMPHI 2

Le patrimoine financier est un trésor qui attire. Rien qu'en France, il s'élève désormais à 6 000 milliards d'euros. Les appels au fléchage de l'épargne se font d'autant plus nombreux que le taux d'épargne est élevé depuis la crise sanitaire. Les injonctions au fléchage sont alors variées : sectorielles (santé, environnement), temporelles (le temps long plutôt que le temps court), institutionnelles (les start-ups innovantes plutôt que les acteurs établis), voire géographiques (les territoires plutôt que les grandes villes). Pour bâtir nos sociétés de demain, l'heure des choix est néanmoins venue. Le contexte mondial nous invite à accentuer nos efforts dans certains domaines : l'hydrogène pour décarboner notre société, l'intelligence artificielle pour transformer nos activités, ou encore l'industrialisation pour assurer notre indépendance. Une fois ces choix faits, la question de la méthode demeure : quels acteurs institutionnels mobiliser (publics, banques, fonds, etc.) ? Loin d'être anodines pour notre pays, les priorités et la méthode retenues sont également déterminantes pour capter une part de l'épargne étrangère, et ainsi accélérer notre croissance.

## INTERVENANTS

**Manu BHASKARAN**, Centennial Asia Advisors Pte Ltd  
**Thomas BUBERL**, Axa  
**Claire CHABRIER**, France Invest  
**Emmanuel GOLDSTEIN**, Morgan Stanley  
**Prakash KANNAN**, International Growth Center  
**Bertrand RAMBAUD**, Siparex

## COORDINATION

**Patricia BARBIZET**, Invitée par Le Cercle des économistes

## SESSION 35

## Imaginer les services publics de l'avenir

## AMPHI 3

Dans un contexte de profonde défiance des citoyens envers leurs gouvernements et institutions, imaginer les services publics de l'avenir est un impératif pour reconstruire un contrat de confiance entre les citoyens et l'Etat. Qu'attendent les citoyens de leurs services publics ? Il s'agit de faciliter la vie des usagers en proposant des services publics plus simples et plus accessibles à tous.

Les profonds changements induits par les technologies numériques sont une grande opportunité à saisir pour renforcer l'efficacité et la concertation dans la production des services publics. De nouveaux services peuvent être inventés et co-produits avec la société civile et les secteurs publics et privés, c'est là la véritable révolution de l'Etat plateforme.

Cependant si les nouvelles technologies présentent de réelles opportunités pour dessiner les services publics de demain, ces derniers sont aussi des lieux de socialisation et de cohésion indispensables pour les citoyens. Le tout numérique ne saurait être suffisant pour répondre à ces enjeux, et il importe d'imaginer l'accès aux services publics comme vecteur de lien social.

## INTERVENANTS

**Estelle BRACHLIANOFF**, Veolia  
**Valérie RABAUULT**, Députée, Présidente du Groupe Socialistes & apparentés, Assemblée nationale  
**Jean TAWILE**, Economiste  
**Aurélien TROUVÉ**, Parlement de l'Union populaire

## COORDINATION

**Yann ALGAN**, Le Cercle des économistes

## SESSION 36

## Fixer 2030 comme horizon climatique

## AMPHI 4

Le dernier rapport du GIEC tire une nouvelle fois l'alarme : on ne fait pas assez, pas assez vite et le réchauffement s'accélère. La raison en est simple : le climat est un bien public mondial dont la préservation exige des politiques coopératives et coordonnées, définissant un objectif d'effort et un horizon avant de répartir cet effort entre les participants. L'Accord de Paris a permis d'affirmer un objectif commun au niveau international, mais il n'assure ni la coordination ni la coopération. Absence de coordination car la somme des Engagements Nationalement Déterminés ne permet pas de limiter le réchauffement à un 1,5 degré, même si ces engagements étaient tenus. Problème intrinsèque de coopération en application de la « tragédie des communs » : les bénéfices de l'action sont immenses et partagés entre tous les pays, mais chacun a intérêt à bénéficier de l'effort des autres sans en supporter le coût. Dans ces conditions l'horizon de 2030 est un jalon important. Ce sera à la fois le bilan de 15 ans d'insuccès de l'accord de Paris et l'enclenchement du compte à rebours : plus que deux décennies avant l'horizon indispensable de neutralité carbone.

## INTERVENANTS

**Inger ANDERSEN**, Programme des Nations unies pour l'environnement  
**Sven GIEGOLD**, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires économiques et de l'Action climatique, Allemagne  
**Frédéric JOBERT**, Boston Consulting Group  
**Jacques LE PAPE**, CCR  
**Catherine MacGREGOR**, Engie  
**Adair TURNER**, Commission pour la transition énergétique  
**Antonio VITORINO**, Organisation Internationale pour les Migrations

## COORDINATION

**Lionel FONTAGNÉ**, Le Cercle des économistes



## SESSION 33

## Taking ownership of Tech

## AMPHI 1

Technology is changing the way we live, work and think. Artificial intelligence, 5G, Big Data, quantum, technological progress promises wonders, but the feeling in the population is much more divided between those who benefit from these advances, and on the contrary, those left behind in the "digital divide" who do not have access to them, for economic, social, generational or even trust reasons. The challenge for our societies is therefore to enable all individuals to appropriate new technologies, but without being subjected to them.

So, how can we use technology wisely to facilitate the transformation of lifestyles? Does the digitalisation of society reduce inequalities or increase them? To what extent can the digital transition accompany individuals in the ecological transition?

## SPEAKERS

**Maier CHEBBO**, Envision Group  
**Merouane DEBBAH**, Technology Innovation Institute Abu Dhabi  
**Olivier GIRARD**, Accenture  
**Jean-Luc ROBERT**, Kyriba  
**Melissa SCHOEK**, Nokia

## COORDINATED BY

**Anne-Sophie ALSIF**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Alexandra BENSÄID**, France Inter

## SESSION 34

## Earmarking savings for growth

## AMPHI 2

Financial wealth is a treasure that attracts. In France alone, it now amounts to 6,000 billion euros. Calls for savings to be redirected are all the more numerous as the savings rate has been high since the health crisis. The calls for earmarking are varied: sectoral (health, environment), temporal (long time rather than short time), institutional (innovative start-ups rather than established players), and even geographical (territories rather than large cities).

To build our societies of tomorrow, the time for choices has nevertheless come. The global context invites us to step up our efforts in certain areas: hydrogen to decarbonise our society, artificial intelligence to transform our activities, and industrialisation to ensure our independence. Once these choices have been made, the question of method remains: which institutional players should be mobilised (public, banks, funds, etc.)? How to guide without constraining? Far from being trivial for our country, the priorities and method chosen are also decisive for capturing a share of foreign savings and thus accelerating our growth.

## SPEAKERS

**Manu BHASKARAN**, Centennial Asia Advisors Pte Ltd  
**Thomas BUBERL**, Axa  
**Claire CHABRIER**, France Invest  
**Emmanuel GOLDSTEIN**, Morgan Stanley  
**Prakash KANNAN**, International Growth Center  
**Bertrand RAMBAUD**, Siparex

## COORDINATED BY

**Patricia BARBIZET**, Invited by Le Cercle des économistes

## SESSION 35

## Imagining the public services of the future

## AMPHI 3

In a context of deep mistrust between citizens and their governments and institutions, imagining the public services of the future is an imperative to rebuild a contract of trust between citizens and the state. What do citizens expect from their public services? It is a question of making life easier for users by offering public services that are simpler and more accessible to all.

The profound changes brought about by digital technologies are a great opportunity to be seized in order to strengthen efficiency and consultation in the production of public services. New services can be invented and co-produced with civil society and the public and private sectors, and this is the real revolution of the platform state.

However, while new technologies present real opportunities for designing the public services of tomorrow, these services are also essential places of socialisation and cohesion for citizens. Digital technology alone will not be enough to meet these challenges, and it is important to imagine access to public services as a vector of social cohesion.

## SPEAKERS

**Estelle BRACHLIANOFF**, Veolia  
**Valérie RABAULT**, Member of Parliament & President of the Socialist group  
**Jean TAWILE**, Economist  
**Aurélien TROUVÉ**, Union populaire Parliament

## COORDINATED BY

**Yann ALGAN**, Le Cercle des économistes

## SESSION 36

## Setting 2030 as the climate target

## AMPHI 4

The latest IPCC report sounds the alarm once again: not enough is being done, not fast enough, and global warming is accelerating. The reason is simple: the climate is a global public good, the preservation of which requires strong cooperative and coordinated policies, defining a target effort and a time horizon before distributing this effort among the participants. The Paris Agreement has made it possible to affirm a common objective at the international level, but it does not ensure either coordination or cooperation. Lack of coordination because the sum of the Nationally Determined Commitments does not make it possible to limit warming to 1.5 degrees, even if these commitments were met. Intrinsic problem of cooperation in application of the "tragedy of the commons": the benefits of action are immense and shared between all countries, but each has an interest in benefiting from the efforts of others without bearing the cost. Under these conditions, the year 2030 is an important milestone. It will be both the assessment of 15 years of failure of the Paris Agreement and the start of the countdown: only two decades left before the indispensable horizon of carbon neutrality.

## SPEAKERS

**Inger ANDERSEN**, United Nations Environment Programme  
**Sven GIEGOLD**, State Secretary at the Federal Ministry for Economic Affairs and Climate Action, Germany  
**Frédéric JOBERT**, Boston Consulting Group  
**Jacques LE PAPE**, CCR  
**Catherine MacGREGOR**, Engie  
**Adair TURNER**, Energy Transitions Commission  
**Antonio VITORINO**, International Organization for Migration

## COORDINATED BY

**Lionel FONTAGNÉ**, Le Cercle des économistes

## SESSION 37

## Répondre à l'urgence écologique

## AMPHI 1

La question écologique a pris une ampleur sans précédent par l'intensité des enjeux qu'elle représente et l'étendue des sujets qu'elle couvre. Par l'urgence qu'elle manifeste et par son caractère transversal, la priorité doit désormais être donnée à l'action pour la transition écologique. D'abord focalisée sur les changements climatiques, celle-ci englobe désormais la protection des terres, des forêts, de l'eau, des océans et de la biodiversité.

La transition écologique n'est pas seulement une affaire d'action publique. Tous les aspects de nos modes de vie sont concernés : nos façons de produire, de consommer, de nous nourrir, de nous déplacer, de concevoir les lieux où nous habitons, nos loisirs... Nous devons remettre au centre de nos préoccupations l'impact qu'ont ces actions sur notre environnement, comme en témoigne la pollution des sols, des eaux douces et de mer. De bonnes intentions ne suffiront toutefois pas pour agir au niveau du défi auquel nous faisons face, et il s'agira de mettre en œuvre des mesures précises et des outils adéquats pour répondre à cette urgence écologique.

## INTERVENANTS

**Xavier BARBARO**, Neoen  
**Thara BENING**, River Warrior  
**Nicolas DUFOURCQ**, Bpifrance  
**Terhi LEHTONEN**, Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Environnement, Finlande  
**Clarisse MAGNIN**, McKinsey & Company  
**Simone MORI**, Enel Group

## COORDINATION

**Katheline SCHUBERT**, Le Cercle des économistes

## SESSION 38

## Décider avec les parties prenantes

## AMPHI 2

Avec la crise de la covid-19, les entreprises ont connu des mutations sans précédent en un temps record. Les défis qui nous font face sont nombreux et variés. Evidemment, les nouvelles formes de travail et les obligations des différentes parties prenantes imposent de revoir profondément la manière de travailler et les rapports de force entre directions et employés. Côté investisseurs, la rentabilité et la recherche du profit restent essentielles, mais le souci d'une responsabilité sociétale, écologique et économique s'accroît. Enfin, le contexte macroéconomique qui se profile semble avantager ceux qui détiennent les actifs aux dépens des salariés, notamment du fait de la politique monétaire de la BCE. Comment dès lors répartir la valeur ajoutée des entreprises entre les différentes parties prenantes ? Dans quelle mesure les différents acteurs économiques peuvent-ils décider conjointement des décisions à prendre pour maximiser les profits tout en assurant une redistribution satisfaisante ?

## INTERVENANTS

**Lucie BASCH**, Co-fondatrice & Directrice Générale du développement, Too Good To Go  
**Hippolyte MARQUETTY**, Allen & Overy  
**Olivier WILD**, AMRAE

## COORDINATION

**Olivier PASTRÉ**, Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Stéphanie ANTOINE**, France 24

## SESSION 39

## Une Europe entreprenante

## AMPHI 3

En seulement deux ans, l'Union européenne a opéré un virage majeur. Alors que l'Europe s'était construite autour du marché unique et de la concurrence, la pandémie de Covid-19 et la perturbation des chaînes de valeur en sortie de crise ont redonné du lustre aux politiques industrielles. En parallèle, un saut majeur a été opéré en matière budgétaire, avec le plan de relance commun Next Generation EU. Enfin, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait prendre conscience aux Européens des enjeux de souveraineté énergétique.

Les défis industriels, énergétiques, climatiques et sécuritaires s'accumulent alors même que les Etats-membres ont considérablement alourdi leur endettement au cours de la crise sanitaire. De son côté, la BCE fait face à une brusque résurgence de l'inflation.

Nous croiserons les regards industriels, macroéconomiques et stratégiques sur le nouvel équilibre entre les différents instruments de politiques publiques européennes. On pourra notamment s'interroger sur la manière de combiner concurrence et politique industrielle, de coordonner les politiques énergétiques, de normaliser les politiques budgétaire et monétaire sans étouffer la reprise, de faire accepter le coût économique de la guerre en Ukraine et de la transition écologique, de renforcer les compétences afin de recouvrer une indépendance technologique et industrielle.

## INTERVENANTS

**Jacques ATTALI**, Fondation Positive Planet  
**Pierre-André de CHALENDAR**, Groupe Saint-Gobain  
**Jean-Pierre CLAMADIEU**, Engie  
**Guillaume FAURY**, Groupe Airbus  
**Didier REYNDERS**, Commissaire européen à la Justice

## COORDINATION

**Agnès BENASSY-QUÉRÉ**, Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Hedwige CHEVRILLON**, BFM Business

## SESSION 40

## Prévenir de nouveaux chocs sanitaires

## AMPHI 4

Comment la société française peut-elle se préparer à faire face à de futures épidémies ? La brutalité avec laquelle la pandémie de Covid-19 a bouleversé non seulement le système de soins, mais aussi l'organisation économique et la vie sociale, doit nous conduire à nous poser cette question sans tarder. Comment détecter plus précocement les signaux, parfois faibles, indiquant une épidémie naissante ? Comment réagir au plus vite, en articulant les réponses locales et la surveillance globale ? La pandémie actuelle montre aussi que si la gratuité a certainement contribué à ne pas exacerber les inégalités sociales de santé, elle ne suffit pas à les réduire ; pourtant, compte tenu des externalités, l'accès effectif de tous aux tests, aux masques, et aux soins, est une condition nécessaire pour contenir une épidémie. Faut-il développer et encourager des approches de santé communautaires ? Est-ce la meilleure solution pour "aller vers" les populations les plus éloignées, géographiquement ou socialement, du système de soins ? Comment remettre en ordre de marche un système d'innovation pharmaceutique qui permette de réagir rapidement à un choc futur, dont on ne connaît pas aujourd'hui la nature précise ?

## INTERVENANTS

**S.A. Sayyida BASMA AL SAID**, Whispers of Serenity, Clinique pour la Santé Mentale  
**Sylvie BRIAND**, Organisation Mondiale de la Santé  
**Philippe LAMOUREUX**, Leem  
**Xialong QIU**, Auteur romancier

## COORDINATION

**Pierre-Yves GEOFFARD**, Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Sarah WHITE**, Financial Times

## SESSION 37

## Responding to the ecological emergency

## AMPHI 1

The ecological issue has taken on an unprecedented scale in terms of the intensity of the challenges it represents and the scope of the subjects it covers. Because of its urgency and cross-cutting nature, priority must now be given to action for the ecological transition. Initially focused on climate change, it now encompasses the protection of land, forests, water, oceans and biodiversity. The ecological transition is not just a matter of public action. All aspects of our lifestyles are affected: the way we produce, consume, feed ourselves, travel, design the places we live in, our leisure activities... We need to put the impact of these actions on our environment back at the centre of our concerns, as evidenced by the pollution of soil, freshwater and sea water. However, good intentions will not be enough to act on the challenge we face, and specific measures and adequate tools will have to be implemented to respond to this ecological emergency.

## SPEAKERS

**Xavier BARBARO**, Neoen  
**Thara BENING**, River Warrior  
**Nicolas DUFOURCQ**, Bpifrance  
**Terhi LEHTONEN**, State Secretary, Ministry for the Environment, Finland  
**Clarisse MAGNIN**, McKinsey & Company  
**Simone MORI**, Enel Group

## COORDINATED BY

**Katheline SCHUBERT**, Le Cercle des économistes

## SESSION 38

## Deciding with stakeholders

## AMPHI 2

With the Covid-19 crisis, companies have undergone unprecedented change in record time. The challenges facing us are many and varied. Obviously, the new forms of work and the obligations of the various stakeholders require a profound rethinking of the way of working and the power relations between management and employees. On the investor side, profitability and the search for profit remain essential, but the concern for societal, ecological and economic responsibility is growing. Finally, the macroeconomic context that is emerging seems to favour those who hold the assets at the expense of the employees, particularly because of the ECB's monetary policy. How then should the added value of companies be distributed among the various stakeholders? To what extent can the different economic actors jointly decide on the decisions to be taken to maximise profits while ensuring a satisfactory redistribution?

## SPEAKERS

**Lucie BASCH**, Co-founder and Chief Expansion Officer, Too Good To Go  
**Hippolyte MARQUETTY**, Allen & Overy  
**Olivier WILD**, AMRAE

## COORDINATED BY

**Olivier PASTRÉ**, Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Stéphanie ANTOINE**, France 24

## SESSION 39

## An enterprising Europe

## AMPHI 3

In just two years, the European Union has made a major shift. While Europe had been built around the single market and competition, the Covid-19 pandemic and the disruption of value chains in the wake of the crisis have given new lustre to industrial policies. At the same time, a major leap forward was made on the fiscal front, with the joint Next Generation EU recovery plan. Finally, Russia's invasion of Ukraine has made Europeans aware of the challenges of energy sovereignty. The industrial, energy, climate and security challenges are piling up at a time when the Member States have considerably increased their debts during the health crisis. For its part, the ECB is facing a sudden resurgence of inflation. We will cross-reference industrial, macroeconomic and strategic perspectives on the new balance between the different European public policy instruments. In particular, we will look at how to combine competition and industrial policy, how to coordinate energy policies, how to normalise fiscal and monetary policies without stifling recovery, how to accept the economic cost of the war in Ukraine and the ecological transition, and how to strengthen skills in order to recover technological and industrial independence.

## SPEAKERS

**Jacques ATTALI**, Positive Planet Foundation  
**Pierre-André de CHALENDAR**, Saint-Gobain Group  
**Jean-Pierre CLAMADIEU**, Engie  
**Guillaume FAURY**, Airbus Group  
**Didier REYNDERS**, Commissaire européen à la Justice

## COORDINATED BY

**Agnès BENASSY-QUÉRÉ**, Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Hedwige CHEVRILLON**, BFM Business

## SESSION 40

## Preventing new sanitary crisis

## AMPHI 4

How can French society prepare for future epidemics? The brutality with which the Covid-19 pandemic has disrupted not only the healthcare system, but also the economic organisation and social life, should lead us to ask ourselves this question without delay. How can we detect the signals, sometimes weak, indicating an emerging epidemic more early on? How can we react as quickly as possible, by linking local responses and global surveillance? The current pandemic also shows that while free access has certainly helped to avoid exacerbating social inequalities in health, it is not enough to reduce them; yet, given the externalities, effective access for all to tests, masks and care is a necessary condition for containing an epidemic. Should community health approaches be developed and encouraged? Is this the best solution for "reaching out" to the populations that are geographically or socially furthest from the healthcare system? How can we get a system of pharmaceutical innovation back into working order so that we can react quickly to a future shock, the precise nature of which we do not know today?

## SPEAKERS

**H.H. Sayyida BASMA AL SAID**, Whispers of Serenity, Clinic for Mental Health  
**Sylvie BRIAND**, World Health Organization  
**Philippe LAMOUREUX**, Leem  
**Xialong QIU**, Author novelist

## COORDINATED BY

**Pierre-Yves GEOFFARD**, Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Sarah WHITE**, Financial Times

## SESSION 41

## Gagner la bataille du softpower

## AMPHI 1

2022, année de guerre. La guerre rude, celle des armes, qui se conjugue avec une guerre moins visible, qui généralement prépare et prolonge les autres formes de conflits (guerres hybrides, cyberguerre). Le soft power est la forme « douce » de la guerre, qui vise à l'influence, à la persuasion, à la consolidation de la puissance par la culture. Il est, tel que l'a défini son premier théoricien, « l'habileté à séduire et à attirer » (Joseph Nye, 1990). On a longtemps prêté aux États-Unis, et tout particulièrement au cinéma américain, cette force de transmettre des valeurs, un mode de vie et de consommation par l'image. Les grandes fondations (fondation Rockefeller notamment) ont joué un rôle central en promouvant la démocratie tout en apportant un financement à la vie culturelle et universitaire européenne. D'autres fondations ont suivi. La Chine a développé une politique très systématique, à travers les instituts Confucius comme à travers sa présence dans les organismes internationaux. Où en est-on de cette recherche silencieuse de l'influence ? Comment s'articule-elle avec d'autres modes d'exercice de la puissance ?

## INTERVENANTS

**Khadija AL SALAMI**, Productrice  
**Pierre BUHLER**, Ancien Ambassadeur, France  
**Adam PRICE**, Scénariste  
**Hubert VÉDRINE**, Ancien Ministre des Affaires étrangères, France

## COORDINATION

**Françoise BENHAMOU**, Le Cercle des économistes

## SESSION 42

## Nourrir les populations

## AMPHI 2

L'alimentation de la population en quantité et en qualité est un facteur clé du développement à travers le monde. « Nourrir les populations » dresse les enjeux d'augmentation des productions agricoles pour répondre aux besoins d'une démographie croissante, mais aussi les enjeux d'amélioration et de structuration des filières agricoles et agroalimentaires, en lien avec les besoins et attentes des consommateurs, pour améliorer la souveraineté alimentaire de chaque pays.

Les évolutions démographiques, par leur caractère très hétérogènes en fonction des différentes régions du monde, posent de nombreux enjeux dont celui de l'alimentation des populations. Comment nourrir quantitativement et qualitativement tous les humains de la planète aujourd'hui et demain ?

Par ailleurs, la situation politique mondiale actuelle, avec le conflit russo-ukrainien, révèle le problème de la globalisation des marchés et la dépendance de certaines zones géographiques de la planète pour leur alimentation.

Alors, comment nourrir les populations un monde où la population est en pleine croissance et devant faire face au changement climatique ?

## INTERVENANTS

**Cécile BÉLIOT**, Groupe Bel  
**Bernard GAULT**, Elior Group  
**Hafez GHANEM**, Banque Mondiale  
**Andrea ILLY**, Illycaffè S.p.A  
**Caroline LE POULTIER**, CNIIE

## COORDINATION

**Philippe TILLOUS-BORDE**, Invité par Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Dominique SEUX**, France Inter

## SESSION 43

## La jeunesse, acteur des progrès du monde

## AMPHI 3

Chaque génération est mue par des convictions et des combats très forts, au nom d'un progrès tel qu'elle le perçoit. Quels sont les grands engagements de la jeunesse aujourd'hui ? D'un continent à l'autre, comment les jeunes abordent-ils les enjeux environnementaux, économiques et sociaux de notre époque ? Quelles continuités et quelles ruptures par rapport aux générations précédentes ? Déjà au pouvoir, marginalisés ou instrumentalisés, quelle est leur place sur l'échiquier politique ?

L'objectif de cette session est donc non seulement de mieux comprendre la jeunesse et les formes de son action, mais aussi de savoir comment nous définissons le progrès aujourd'hui, et comment orienter ces forces vives vers une cette nouvelle idée de progrès.

## INTERVENANTS

**Nabil AYOUCHE**, Réalisateur  
**Omar Victor DIOP**, Photographe  
**Ninni NORRA**, Conférence sur l'avenir de l'Europe, Finlande  
**Lily KONG**, Singapore Management University

## COORDINATION

**Pauline ROSSI**, Invitée par Le Cercle des économistes

## MODÉRATION

**Nicolas DOZE**, BFM TV

## SESSION 44

## Rebâtir le multilatéralisme

## AMPHI 4

Les années 1990 et 2000 ont été un âge d'or du multilatéralisme dont la réaction inclusive du G20 à la grande crise financière a marqué l'apogée. L'histoire la plus récente du multilatéralisme, celle des années 2010 et 2020 est celle d'un paradoxe. D'un côté, l'action collective n'a jamais été aussi nécessaire face à l'émergence de biens publics et de risques clairement mondiaux – climat, énergie, migrations, données, risque cyber, et face à la multiplication des crises.

Mais cette action collective n'a jamais été aussi difficile : la mondialisation telle que nous la connaissons est discréditée, les institutions internationales sont mal équipées face aux nouveaux enjeux et la critique de nos démocraties représentatives met en cause la légitimité et l'efficacité du système multilatéral.

L'onde de choc créée par l'invasion de l'Ukraine pourrait être fatale à ce dernier s'il échoue une fois de plus à faire la preuve de son utilité face aux défis communs.

## INTERVENANTS

**Mari PANGESTU**, Banque mondiale  
**Yannis STOURNARAS**, Banque de Grèce  
**Georges TERRIER**, Davis Polk  
**Huiyao WANG**, Center for China & Globalization  
**Ngairé WOODS**, Université d'Oxford

## COORDINATION

**Benoît COEURÉ**, Le Cercle des économistes

## SESSION 41

## Winning the soft power battle

## AMPHI 1

2022, a year of war. The hard war, the war of weapons, which is combined with a less visible war, which generally prepares and prolongs other forms of conflict (hybrid wars, cyberwarfare). Soft power is the 'soft' form of war, which aims to influence, persuade and consolidate power through culture. It is, as its first theorist defined it, "the ability to seduce and attract" (Joseph Nye, 1990). For a long time, the United States, and American cinema in particular, has been credited with the power to transmit values, a way of life and consumption through images. The great foundations (notably the Rockefeller Foundation) played a central role in promoting democracy while providing funding for European cultural and academic life. Other foundations have followed. China has developed a very systematic policy, both through the Confucius Institutes and through its presence in international organisations. What is the status of this silent search for influence? How does it fit in with other modes of exercising power?

## SPEAKERS

**Khadija AL SALAMI**, Film producer  
**Pierre BUHLER**, Former Ambassador, France  
**Adam PRICE**, Scriptwriter  
**Hubert VÉDRINE**, Former Minister of Foreign Affairs, France

## COORDINATED BY

**Françoise BENHAMOU**, Le Cercle des économistes

## SESSION 42

## Feeding people

## AMPHI 2

Feeding the population in quantity and quality is a key factor in development throughout the world. "Feeding the world's populations" sets out the challenges of increasing agricultural production to meet the needs of a growing population, but also the challenges of improving and structuring the agricultural and agri-food sectors, in line with the needs and expectations of consumers, to improve the food sovereignty of each country. Demographic changes, by their very heterogeneous character according to the different regions of the world, pose many challenges including that of feeding populations. How can we feed all the people on the planet quantitatively and qualitatively today and tomorrow? Moreover, the current world political situation, with the Russian-Ukrainian conflict, reveals the problem of the globalization of markets and the dependence of certain geographical areas of the planet for their food. So, how to feed people in a world where the population is growing and facing climate change?

## SPEAKERS

**Cécile BÉLIOT**, Bel Group  
**Bernard GAULT**, Elior group  
**Hafez GHANEM**, World Bank  
**Andrea ILLY**, Illycaffè S.p.A  
**Caroline LE POULTIER**, CNIEL

## COORDINATED BY

**Philippe TILLOUS-BORDE**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Dominique SEUX**, France Inter

## SESSION 43

## Youth, actor of the world's progress

## AMPHI 3

Every cohort wages its own battles, driven by a specific conception of progress. Today, what are young people fighting for? How do they deal with current environmental, economic and social challenges all over the world? What is new compared to previous cohorts? What is their role on the political scene: already in power, marginalized or exploited? The goal of this session is not only to better understand how the youth think and act, but also to reflect on the current definition of progress and on ways to achieve it.

## SPEAKERS

**Nabil AYOUC**, Producer  
**Omar Victor DIOP**, Photographer  
**Ninni NORRA**, Future of Europe Conference, Finland  
**Lily KONG**, Singapore Management University

## COORDINATED BY

**Pauline ROSSI**, Invited by Le Cercle des économistes

## MODERATED BY

**Nicolas DOZE**, BFM TV

## SESSION 44

## Rebuilding multilateralism

## AMPHI 4

The 1990s and 2000s were a golden age of multilateralism, culminating in the inclusive G20 response to the great financial crisis. The most recent history of multilateralism, the 2010s and 2020s, is one of paradox. On the one hand, collective action has never been so necessary in the face of the emergence of clearly global public goods and risks - climate, energy, migration, data, cyber risk - and in the face of the multiplication of crises.

But this collective action has never been so difficult: globalisation as we knew it is discredited, international institutions are ill-equipped to deal with the new challenges, and the criticism of our representative democracies calls into question the legitimacy and effectiveness of the multilateral system.

The shockwave created by the invasion of Ukraine could be fatal to the multilateral system if it fails once again to prove its usefulness in the face of common challenges.

## SPEAKERS

**Mari PANGESTU**, World Bank  
**Yannis STOURNARAS**, Bank of Greece  
**Georges TERRIER**, Davis Polk  
**Huiyao WANG**, Center for China & Globalization  
**Ngaira WOODS**, Oxford University

## COORDINATED BY

**Benoît COEURÉ**, Le Cercle des économistes

## SESSION FINALE

## Réussir les transformations du monde

## AMPHI 1

Faisons-nous face à un ultimatum de changement ? Quelles transformations retenir de ces deux années de pandémie ? Le monde est-il désormais dans un état d'urgence permanent – tant économique que géopolitique ou social ? Si le risque était au cœur des dernières décennies, notre avenir semble laisser place à l'incertitude ; sommes-nous capables d'y faire face ? Les mutations que nous avons connues au long de ces deux dernières années nous permettent de concevoir de nouveaux champs des possibles, sous tous les aspects ; dans la manière dont nous pouvons transformer nos modes de vies, mais également ceux de production, de gouvernance, ou encore comment nous pouvons remodeler la mondialisation. Dans toutes ces transformations, la coopération, qu'elle soit au niveau le plus local à celui mondial, s'est révélée comme étant l'élément central de réussite. Notre avenir semble ainsi collectif, reste à nous de déterminer dans quels champs ces collaborations doivent s'opérer, et quelles expressions elles doivent revêtir.

## INTERVENANTS

**Abhijit BANERJEE**, Prix Nobel d'économie (2019)  
**Fawzia KOOFI**, Ancienne Vice-Présidente de l'Assemblée nationale d'Afghanistan  
**Cynthia FLEURY**, Centre National des Arts et Métiers  
**Dominique de VILLEPIN**, Ancien Premier Ministre, France

## COORDINATION

**Hélène REY**, Le Cercle des économistes

## CLOSING SESSION

## Successfully transforming the world

## AMPHI 1

Are we facing an ultimatum for change? What transformations can we learn from these two years of pandemic? Is the world now in a permanent state of emergency – economic, geopolitical or social? If risk was at the heart of the last decades, our future seems to give way to uncertainty; are we able to cope with it? The changes we have experienced during these last two years allow us to conceive of new fields of possibility, in all aspects; in the way we can transform our ways of life, but also those of production, of governance, or even how we can reshape globalisation. In all these transformations, cooperation, whether at the most local or global level, has been shown to be the central element for success. Our future seems to be collective, and it is up to us to determine in which fields these collaborations should take place, and what forms they should take.

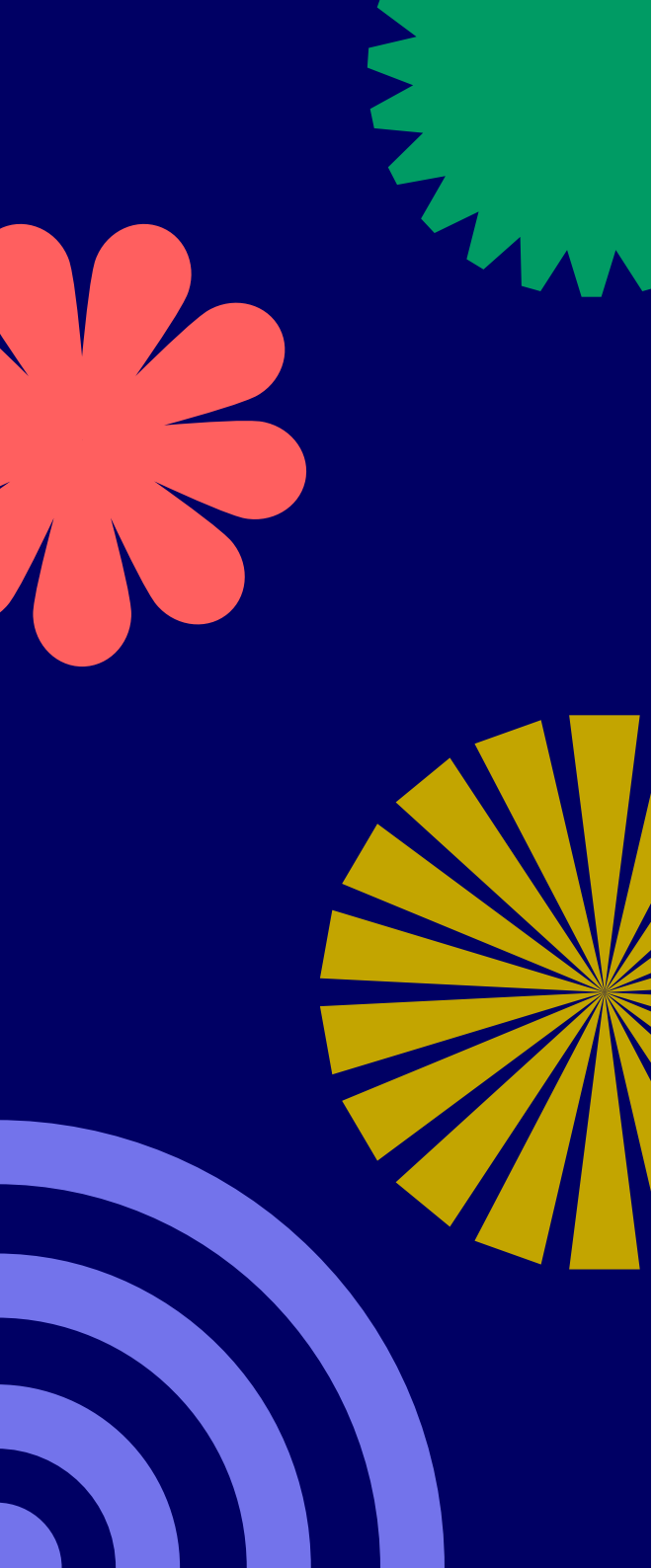
## SPEAKERS

**Abhijit BANERJEE**, Nobel Economics Prize (2019)  
**Fawzia KOOFI**, Former Deputy speaker of Parliament in Afghanistan  
**Cynthia FLEURY**, National Center of Arts and Crafts  
**Dominique de VILLEPIN**, Former Prime Minister, France

## COORDINATED BY

**Hélène REY**, Le Cercle des économistes





**DIMANCHE 10 JUILLET**

**13H00 - 13H30**

## Déclaration des Rencontres Économiques

---

### AMPHI 1

Conclusion et déclaration des Rencontres Économiques par **Jean-Hervé LORENZI**, Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

---

---

---

**Jean-Hervé LORENZI**, Président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

---

Programme complet sur [lesrencontreseconomiques.fr](http://lesrencontreseconomiques.fr)

**SUNDAY JULY 10<sup>TH</sup>**

**13:00 PM - 13:30 PM**

## Final Statement of Les Rencontres Économiques

---

### AMPHI 1

Conclusion and final statement of Les Rencontres Économiques by **Jean-Hervé LORENZI**, President of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

---

---

---

**Jean-Hervé LORENZI**, President of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

---

Full programme on [lesrencontreseconomiques.fr/en](http://lesrencontreseconomiques.fr/en)